



RAPPORT 20 ANNUEL 15





RAPPORT 20 ANNUEL 15

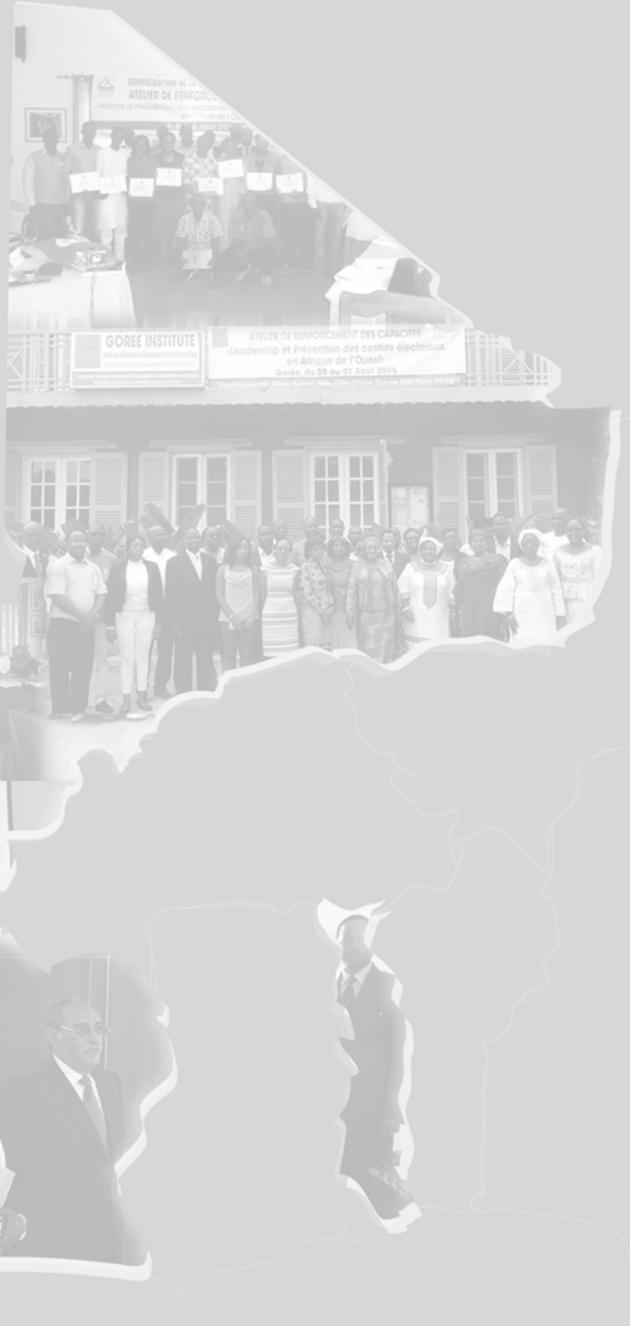




Table des matières

A propos du Goree Institute	5
LISTE DES ACRONYMES	6
I. RESUME EXECUTIF	8
II. REVUE DES PROGRAMMES	12
A. Paix et Sécurité	13
1. Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest	13
2. AWA- Femmes, Paix et Sécurité.....	19
3. Consolidation de la paix et prévention des conflits.....	21
B. Gouvernance Démocratique et Processus électoraux.....	27
C. Imagine Africa: Encourager la Créativité Artistique et Littéraire.....	40
III. TERAL: Instrument de stabilité financière du Goree Institute.....	42
IV. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	44
1. Partenariat et réseautage.....	44
2. Levée de fonds.....	45
3. Développement des Ressources humaines.....	45
V. CONSEIL D'ADMINISTRATION	48
VI. ETATS FINANCIERS.....	50



A propos du Gorée Institute

Le Goree Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP), indépendante, Panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

Le Goree Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par Son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice, et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de le Goree Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre, financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en 1994 : **une solution africaine à un problème africain.**

VISION

Le Goree Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, ainsi qu'une Société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;
- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;
- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.



Liste des acronymes

ANC :	African National Congress
AQMI :	Al-Qaïda au Maghreb Islamique
AWA :	African Woman In Action
CADEG :	Charte Africaine de la Démocratie des Elections et de la Gouvernance
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CENI :	Commission Electorale Nationale Indépendante
CENSAD :	Communauté des Etats Sahélo- Sahariens
CER :	Comités Economiques Régionaux
CERADD :	Carrefour D'Etudes et de Recherche Action pour la Démocratie et le Développement
CPCC :	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO
DCPC :	Document cadre de Prévention des Conflits
GORIN :	Gorée Institut
GSPC :	Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat
HCDH- ICRC :	BRAO : Haut-commissariat du Droit de l'Homme- Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest Comité International de la Croix Rouge
ICVA:	International Council of Voluntary Agencies
IFC:	International Finance Corporation
MFDC:	Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance
OIF :	Organisation Internationale de la Francophonie
OIP :	Organisation d'intérêt Public
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONG 3D :	Démocratie Droits Humains et Développement local
OSC :	Organisation de la Société Civile
PBF :	Fond pour la Consolidation de la Paix des Nation Unies
PNUD :	Programme des Nations Unies
PROSE :	Projet du Savoir Electoral
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
REPSFECO :	Réseaux Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO
RESOCEL :	Réseau des Organisations de la Société Civile pour une Observation Citoyenne des Elections
SIDA :	Agence Suédoise de Développement International
TIC :	Techniques de l'Information et de la Communication
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNITAR :	Institut des Nations Unies pour la Formation
UNOUA :	Bureau des Nation Unies en Afrique de l'Ouest
USAID :	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
UNACREN :	Réseau d'Education et de recherche de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

RAPPORT ANNUEL 2015

I

RESUME EXECUTIF



I

RESUME
EXECUTIF

Le rapport annuel 2015 du Goree Institute (GORIN) met en évidence et décrit les progrès accomplis pour la réalisation de l'objectif indiqué dans le Plan d'action stratégique 2012-2015: **Etablir des partenariats axés sur la collaboration vers la promotion de communautés pacifiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest.** Cela est mis en œuvre à l'aide de trois voies stratégiques : la Recherche, la Facilitation, et l'Intervention. Chaque activité a été menée afin de veiller à ce que tous les programmes réussissent à atteindre l'objectif global. En outre, Goree Institute met particulièrement l'accent sur la promotion et le renforcement du rôle critique et de la participation des Organisations de la Société Civile africaine dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les processus politiques en Afrique de l'Ouest.

Fort de ses précédentes activités axées sur la gouvernance, la paix et la sécurité humaine, Goree Institute poursuit son engagement indéfectible dans les domaines de la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les processus électoraux. Pendant les quatre dernières années, l'organisation a travaillé dans le domaine de la recherche, la facilitation et le renforcement des capacités dans les pays ouest - africains suivants: Guinée, Mali, Libéria, Sierra Léone, Côte d'Ivoire, Togo, Guinée Bissau, Sénégal, Niger, Burkina Faso, Bénin, Ghana et Gambie. Au cours de cette période, les projets mis en œuvre se sont focalisés sur la promotion des femmes ainsi que des professionnels des médias, la participation effective et efficace des jeunes dans les processus de paix et de démocratisation, la gouvernance des ressources naturelles, l'appui au Parlement, de même que le monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine.

Ces deux dernières années, des efforts considérables en matière d'assistance électorale ont été consentis au profit des processus électoraux qui se sont déroulés en Côte d'Ivoire, en République de Guinée, au Togo, en Guinée Bissau et en République du Congo avec le soutien du PNUD ainsi que de l'Union européenne. Goree Institute a collaboré activement avec les OSC nationales de ces pays dans la mise en place de plateformes ou de réseaux d'Organisations de la Société Civile (OSC) pour des élections pacifiques et crédibles.

En renforçant la capacité des femmes, des jeunes, des professionnels des médias et des dirigeants des OSC, Goree Institute cherche à contribuer à la création d'une solution durable pour la prévention des conflits ainsi que la consolidation de la paix et de la démocratie. De même, le Goree Institute, par le renforcement du leadership des femmes et des jeunes dans la prévention des conflits, contribue à donner une meilleure visibilité des organisations et de leurs activités auprès des citoyens et des institutions nationales et régionales.

Les activités du Goree Institute sont une contribution importante à la mise en œuvre des instruments régionaux et internationaux qui promeuvent la démocratie, la gouvernance et la paix en Afrique. L'institut le fait notamment en liant son travail à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (RCSN 1325), la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG), ainsi que le Protocole Additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Il convient de mentionner la contribution de Goree Institute dans le suivi et l'évaluation du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO avec la mise en œuvre d'un projet de monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest.



Au cours de l'année 2015, Goree Institute a été un cadre de mise en œuvre d'une pluralité d'activités dans les domaines de la paix, la sécurité et la gouvernance. Ses formations ou stages de courte durée basés sur des ateliers et études, ont fourni de nouvelles compétences aux bénéficiaires des projets de l'Institut.

Goree Institute a également joué un rôle clé dans la tenue d'élections présidentielles pacifiques et crédibles au cours de l'année 2015 ; d'abord au Togo par le déploiement d'une mission d'observation internationale, puis en Côte d'Ivoire à travers le déploiement d'une mission d'assistance électorale ainsi que d'un groupe de contact de haut niveau pour la consultation, la facilitation et la médiation entre les acteurs des processus électoraux.

Au cours de la période de mise en œuvre 2014-2015, la mobilisation des ressources a continué d'être l'un des principaux défis de GORIN. La principale difficulté était d'assurer la mobilisation de fonds suffisants pour la mise en œuvre complète des projets et programmes qui constituent une priorité pour l'institut, ses partenaires et alliés. De ce point de vue, il convient de rappeler que l'institut vit encore les soubresauts d'une raréfaction des ressources née de la crise économique de 2008. Un autre défi a été de lier l'agenda global pour la paix et la sécurité à des fléaux et enjeux continentaux, tels que la crise socio-économique, l'épidémie à virus Ebola, la guerre dans le nord du Mali, de même que les événements politiques au Burkina Faso. L'identification ainsi que la sécurisation de ressources humaines qualifiées pour assurer la stabilité des projets ont également été complexes. En dépit de tous ces défis, le Goree Institute a poursuivi ses travaux au service de ses groupes cibles et la réalisation de progrès significatifs dans ses domaines d'actions.

Comme voie à suivre, le Goree Institute continuera à s'engager dans la recherche et le plaidoyer en faveur des politiques au niveau national, régional et international afin de maximiser les opportunités pour l'inclusion des citoyens dans le processus de paix en Afrique de l'Ouest. L'Institut continuera également à renforcer l'aptitude et l'expertise des Organisations de la Société Civile dans le domaine de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et des élections. A côté de notre approche régionale, une stratégie plus spécifique au niveau national doit être adoptée dans des pays tels que la Guinée, la Guinée - Bissau, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Niger. Il est nécessaire de continuer à accorder une attention particulière à l'implication des femmes, des jeunes et des médias dans la consolidation de la paix, la gouvernance politique ainsi que la prévention des conflits. Différentes plateformes créées sous l'impulsion du Goree Institute en Guinée, au Togo ainsi qu'en Guinée Bissau, continueront de jouer un rôle clé en matière de plaidoyer pour des Etats démocratiques, des organisations de la société civile fortes, engagées et professionnelles. Le programme « *Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest* » permet au Goree Institute de contribuer à la stabilité institutionnelle et à la sécurité humaine en Afrique par la réflexion, la recherche, le monitoring, l'analyse et le plaidoyer. Le monitoring de la stabilité institutionnelle fait régulièrement par le Goree Institute sur la base du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO permet de mieux comprendre les sources et facteurs d'instabilité dans nos pays et ainsi d'engager des dialogues multi-acteurs et inclusifs afin de contribuer à atténuer les tensions et les crises pour éviter la recrudescence des conflits.

Pour l'année 2016, le Goree Institute continuera à établir des ponts solides avec les organisations de la société civile africaine, particulièrement celles de l'espace CEDEAO travaillant dans les domaines de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et des processus électoraux. Il s'agira à côté de la recherche ainsi que du renforcement des capacités au niveau régional, de l'initiation au niveau national des plateformes citoyennes de dialogue pour la paix et la cohésion sociale, des comités de paix et de médiation mais aussi de gouvernance citoyenne et inclusive des ressources naturelles. Le Goree Institute s'engagera donc aux côtés de la société civile pour contribuer à transformer les structures et systèmes inadaptés. L'organisation travaillera sur un processus de développement organisationnel au niveau local en œuvrant à la compréhension ainsi qu'au renforcement de capacités des communautés, première source de solutions aux problèmes locaux.



En conclusion, l'année 2015 a été faste et productive en termes de réalisations avec la reconnaissance de plus en plus grande de l'Institut dans le domaine de l'assistance électorale, le renforcement des capacités en matière de consolidation de la paix et de la prévention des conflits ainsi que dans la mise en place d'espaces de dialogue ou de plateformes. Ceci a permis d'engager des activités avec divers acteurs pour promouvoir la paix et la sécurité, atténuer les conflits liés aux élections et ainsi contribuer à des processus électoraux paisibles et crédibles en Afrique. Ce rapport présente les activités principales menées au cours de l'année 2015 et contribue à la réalisation de notre mission, celle d'une Afrique juste et paisible, de sociétés autosuffisantes avec des communautés ouvertes, dynamiques et engagées. Afin de continuer à offrir des services à nos groupes cibles, aux bénéficiaires de nos programmes ainsi qu'à nos partenaires, le Goree Institute, dans une dynamique d'amélioration continue, s'efforcera toujours à renforcer sa gouvernance institutionnelle et le leadership, éléments indispensables pour assurer l'efficacité et la pérennité de l'organisation. Cela passe forcément par le développement continu de processus professionnels solides et crédibles.

Enfin et surtout, le Goree Institute voudrait exprimer toute sa gratitude à ses partenaires financiers, notamment l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF), pour ne citer que ceux-là. Il est à saluer l'engagement ainsi que la persévérance du personnel de l'Institut sous le leadership de l'ensemble des membres du Conseil d'administration, l'appui des réseaux d'organisations de la société civile Ouest africaine ainsi que celui des partenaires régionaux et internationaux qui, avec leur collaboration dynamique et leur soutien continu, contribuent au rayonnement de l'institut à travers le continent africain.



R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 5

II

REVUE DES PROGRAMMES



II

REVUE DES
PROGRAMMES

En Afrique de l'Ouest, les conflits en cours ou en perspective trouvent leurs sources principalement dans les conditions de vie précaires des populations, qui sont le résultat d'une répartition inégale et inéquitable des ressources dont regorgent la plupart des pays de la sous-région. La pauvreté, le chômage endémique des jeunes favorisant leur enrôlement dans les milices armées, la précarisation ou l'exclusion des femmes et des jeunes filles, les dysfonctionnements graves dans la gouvernance des ressources, la corruption des régimes politiques en place, etc. sont là les différents problèmes auxquels les populations font souvent face.

Certes, force est de reconnaître que des efforts considérables ont été consentis par les Etats membres de la CEDEAO, avec l'appui de leurs partenaires techniques et financiers, pour régler les différentes crises qui minent le développement de la sous-région. En effet, on peut observer une amélioration dans le domaine de la gestion des conflits, de la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'ouest. Cependant, ces efforts n'ont pas été à la hauteur des attentes. Ils ont été entravés notamment par des tensions et de nouveaux conflits, dits de « basse intensité » résultant très souvent des transformations rapides, parfois violentes, liées à des problèmes de gouvernance, d'instabilité politique, de sécurité humaine, etc. Ainsi, on constate une instabilité chronique dans les pays de l'espace CEDEAO.



A ces défis, s'ajoutent de nouveaux risques et menaces en matière de paix et de sécurité, notamment le trafic d'armes et de personnes, la recrudescence de rébellions politiques identitaires, le trafic de stupéfiants et le terrorisme de la part de Boko Haram et du GSPC, devenu une ramification de l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les zones couvertes par la « Sénégalie » et celle du fleuve Mano sont le théâtre d'un développement sensible de la criminalité liée au trafic de drogue dans les pays de la sous-région, et servent de plaque tournante pour l'Amérique du Sud et l'Europe.

Dans ce contexte, le Goree Institute a développé trois (3) programmes distincts que sont celui de Paix et Sécurité avec un accent mis sur le Genre au sein duquel se logent les projets sur Consolidation de la Paix et Prévention des conflits ; Gouvernance démocratique et Processus électoraux ; Imagine Africa : Encourager la créativité artistique et littéraire.

A. PAIX ET SÉCURITÉ

Le programme « Paix et Sécurité » du Goree Institute met l'accent sur les défis des acteurs civils notamment les organisations de la société civile, les universitaires et les médias. Il vise également les forces de défense et de sécurité œuvrant dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits, la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine. Ce pilier stratégique au sein de l'Institut vise à prévenir les risques de tensions à travers la promotion de la cohésion sociale et de la citoyenneté ainsi que le renforcement de capacités des acteurs travaillant dans le domaine de la prévention des conflits, la médiation et la consolidation de la paix. Les objectifs de ce programme sont de :

- Contribuer efficacement à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix en renforçant les capacités des communautés locales, des acteurs étatiques, des OSC ainsi que des organismes régionaux pour la construction d'une paix durable ;
- Approfondir le partenariat existant entre les OSC, les acteurs étatiques et les Comités économiques régionaux(CER) dans le but de promouvoir la paix et la sécurité à travers la prévention des crises et des conflits violents sur le continent ;
- Faciliter un dialogue inclusif multi-acteurs au niveau national et sous régional pour traiter les causes et les effets du conflit ainsi que de la fragilité institutionnelle, pour le renforcement des mécanismes de résolution des conflits et de stabilité institutionnelle;
- Poursuivre le développement des compétences de base afin de fournir des capacités aux acteurs africains en matière de gouvernance, de Paix et Sécurité par la formation et la recherche afin de promouvoir la bonne gouvernance, la paix et la stabilité.

1. Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest

L'Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest est un programme qui repose sur trois fondements : Alliance - Paix – Stabilité. Le concept « Alliance » fait référence à un réseau d'acteurs de la société civile qui s'activent dans la gestion des conflits pour la stabilité des pays de l'Afrique de l'ouest. Le programme s'est attelé, dans ses premières années d'activités, à rechercher les modes innovants endogènes de gestion de conflits, en mettant tout particulièrement l'accent sur ceux qui lient plusieurs peuples, notamment ceux qui partagent des frontières communes ; ceci dans le but de les promouvoir. La capitalisation faite trois ans après le démarrage du projet a permis, compte tenu des tendances d'instabilité qui se dégageaient dans certains pays de l'espace CEDEAO, de développer d'autres outils afin de faire face à ce type de déséquilibre. Le réseau est structuré autour de deux pôles de recherche et d'action qui englobent des pays partageant des frontières communes. Il s'agit du Sénégal, de la Guinée-Bissau et de la République de Guinée (pour le pôle I), du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Togo (pour le pôle II). Le programme Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest a pour objectif



global de contribuer à renforcer le rôle des acteurs de la société civile dans le processus de stabilisation des institutions en Afrique de l'Ouest. De manière plus spécifique, il s'agit d'étudier les disparités sociales et politiques, notamment les contraintes politiques et institutionnelles qui rendent les populations vulnérables en renforçant les connaissances sur la stabilisation des institutions ; puis de proposer des méthodes pour l'élaboration des stratégies d'approche holistique dans la prévention de l'instabilité institutionnelle et de la sécurité humaine. En référence à l'objectif global susnommé, trois activités ont été menées au cours de l'année 2015, à savoir un atelier d'évaluation et de renforcement de capacités en rapport aux outils de monitoring et de plaidoyer pour la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine ; la collecte et l'analyse des données pour le monitoring de la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine et une recherche sur la nature des conflits en Sénégambie méridionale.

Activité 1a : Atelier d'évaluation et de renforcement de capacités en rapport aux outils de monitoring et de plaidoyer pour la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine

Initié par le Goree Institute, le projet sur le Monitoring de la Stabilité Institutionnelle et de la Sécurité Humaine a été mis en œuvre sur une durée d'un an dans six pays que sont le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Togo. Ce projet est articulé autour de la recherche, de la production des outils de formation, du renforcement de capacités, du monitoring proprement dit, du plaidoyer pour le changement et de l'évaluation de la stabilité des institutions.

Il cherche à contribuer à combler le manque de connaissances sur les questions d'instabilité institutionnelle. En engageant cette démarche, le Goree Institute vise à renforcer, par-delà les sociétés civiles, l'action collective régionale de renforcement de la sécurité humaine.

La recherche repose sur l'hypothèse implicite qu'une meilleure connaissance des facteurs d'instabilité aiderait les acteurs de la société civile à s'engager dans la gestion de la cité en adressant des propositions et des actions efficaces sur la problématique de la prévention des conflits. Ceci atténuerait les conflits politiques et instaurerait le dialogue politique comme un outil de prévention de conflits.

Des événements politiques majeurs en Afrique de l'ouest tels les coups d'état, les assassinats, l'intensification du trafic de drogue et des armes, des crises qui perdurent, etc. avaient obligé le réseau des acteurs de la société civile dénommé « Alliance des initiatives africaines pour la paix et la stabilité en Afrique de l'ouest » à prendre le temps d'analyser les faits et évaluer les outils en sa possession.

L'analyse avait montré que les problèmes auxquels certains pays faisaient face étaient plus globaux et plus complexes qu'ils n'en paraissaient de prime à bord.

Le traitement des problèmes d'instabilité institutionnelle et politique, — puisque c'est de cela qu'il s'agit — nécessitait d'avoir une approche holistique. C'est ainsi que dans une stratégie pluridisciplinaire, les questions de la stabilité politique et institutionnelle ont été abordées par des juristes, des sociologues, des anthropologues, des hommes et des femmes des médias, des animateurs culturels et des spécialistes des questions de sécurité issus des forces de défense et de sécurité. Les travaux de ces spécialistes ont permis l'élaboration d'outils de renforcement de capacités ainsi que de canevas de suivi et d'évaluation de système de gouvernance.

Après un an d'application des outils, un atelier d'évaluation de l'ensemble du projet sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine a permis d'estimer les besoins puis de définir des priorités dans le choix des thèmes et des approches, afin de lancer des bases pour la suite du projet. Cet atelier d'évaluation en présence



des différents points focaux de ce projet basés au Sénégal, en Guinée Bissau, en République de Guinée, au Mali, au Togo et en Côte d'Ivoire a aussi permis de faire une revue des modules de renforcement de capacités sur la Stabilité institutionnelle et la Sécurité humaine, permettant ainsi de dresser un canevas de suivi et d'évaluation des systèmes de gouvernance pour une utilisation optimale. Ceci a fortement contribué à la formation des points focaux sur le cadre opérationnel, l'analyse des données, les ressources humaines, les partenariats à nouer ainsi que sur la prise en compte de la mesure du changement.

Le travail en groupe réalisé à partir des éléments du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO, des orientations stratégiques du projet et du monitoring, a permis de rédiger des documents de plaidoyer pour la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali et le Sénégal. Des documents de plaidoyer sous - régional à l'endroit de la CEDEAO ont également été produits sur des thématiques communes, à savoir : Les femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix pour le Pôle A ainsi que La corruption comme un frein au développement pour le Pôle B.

Activité 1.b : Monitoring sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine

L'environnement sécuritaire des Etats en Afrique de l'ouest est marqué par un héritage colonial qui, en morcelant l'Afrique en ses différentes entités que nous connaissons aujourd'hui, en a fait un continent vulnérable à bien des égards. L'Etat post colonial n'a pas pu ou n'a pas su relever le défi de la construction d'une Nation. Il est constaté aujourd'hui : Une pauvreté endémique (11 des 15 Etats de la CEDEAO sont parmi les Etats les plus pauvres au monde) ; des inégalités sociales frappantes liées à l'accaparement des richesses par une élite peu soucieuse de la survie des couches démunies ; des savanes et zones désertiques qui constituent de sérieux défis à la vie dans certains Etats.

Les Etats considérés dans le cadre de ce projet sont au centre de la géopolitique mondiale avec la richesse de leur sous-sol ainsi que leur proximité avec les grandes puissances. Certains d'entre eux constituent le point de passage d'importants circuits de trafics de toute sorte, tel celui de drogue qui a fini de créer des communautés de consommateurs dans la région. A ce fléau, s'ajoute la corruption, une pratique qui concerne tout l'espace ouest africain et justifie le fossé énorme qui existe entre les groupes sociaux. Les causes écologiques dont la baisse de la pluviométrie qui précarise de plus en plus les Etats, sont aussi d'importants facteurs de crise.

Des fractures internes sont aussi sources de conflits dans la sous-région. Il s'agit notamment des frontières qui créent des discontinuités territoriales dans des espaces de continuité culturelle comme c'est le cas de la Gambie et du Sénégal ; des liens historiques et culturels entre les pays comme le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ; ce qui explique la profondeur de la déchirure entre les Etats. La mauvaise gestion des points d'eau ; la recrudescence des déperditions scolaires et des rejetés du service militaire après la durée légale sous les drapeaux qui alimentent les rébellions ; l'explosion démographique avec une population de près de 65% de moins de 25 ans ; la forte urbanisation des Etats entraînant une pression sur des espaces et des ressources souvent limités ; le regroupement dans les mêmes Etats de populations aux traditions et modes de vie pouvant difficilement cohabiter comme les nomades et les sédentaires, sont là diverses sources d'instabilités institutionnelles qui peuvent facilement mener la sous-région dans la dérive si elles sont mal gérées.

C'est fort de ce contexte que le projet de Monitoring de la stabilité Institutionnelle et de la Sécurité humaine s'est inspiré des 14 composantes du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) pour développer un mécanisme de monitoring de la stabilité institutionnelle avec pour objectif essentiel de permettre son appropriation par les acteurs de la société civile conformément au mandat qui leur est assigné.



Pour évaluer la mise en œuvre du CPCC, une collecte de données a été organisée dans les six (6) pays de la CEDEAO dont les points focaux ont pris part à la formation sur la sécurité humaine. Ces derniers ont été désignés pour collecter les données sur l'ensemble des 111 indicateurs organisés en 30 sous dimensions également regroupées en 14 dimensions au sein du CPCC.

Pour avoir une évaluation aussi objective que possible du CPCC, plusieurs acteurs (cibles) de la société ont été interrogés par les points focaux. Dans chaque pays, les points focaux ont tenu un nombre déterminé d'interviews suivant les groupes cibles et selon la répartition suivante :

	Sénégal	Côte D'Ivoire	Mali	Togo	Guinée	Guinée Bissau	Totale
Exécutif	10	10	10	10	10	10	60
Judiciaire	10	10	10	10	10	10	60
Assemblée Nationale	10	10	10	10	10	10	60
Organisation de la société Civile (OSC)	15	15	15	15	15	15	90
Partenaires Techniques et Financiers (PTF)	5	5	5	5	5	5	30
Citoyens	10	10	10	10	10	10	60
Total	60	60	60	60	60	60	360

L'analyse des résultats est faite dimension par dimension et ceci pour chaque pays. Ainsi pour chaque pays, une série de graphiques est produite pour faciliter la lecture des résultats. Sur chaque graphique à barre, sont indiqués différents scores par thématique. Malheureusement pour des contraintes qui n'ont pu toutes être mitigées, y compris celles linguistiques, les informations collectées en Guinée Bissau n'ont pu être relevées et analysées. Tous les pays cinq (5) pays dont les informations collectées ont été relevées et analysées présentent des vulnérabilités par rapport à la prévention des conflits. Aucun des pays n'a obtenu la moyenne, soit 2,5 dans les dimensions du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO. Il reste qu'au regard des résultats, certains pays présentent moins de vulnérabilités par rapport à d'autres. Le Sénégal présenterait moins de vulnérabilité suivi respectivement du Togo, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Mali. La position du Sénégal apparaît ici logique en ce sens qu'il a obtenu le meilleur score pour dix (10) sur les quatorze (14) dimensions du CPCC.

L'analyse des différentes dimensions montre clairement que le degré de vulnérabilité des pays couverts varie d'une dimension à l'autre. Ainsi, si le Togo arrive en troisième place au classement général, il devance le Sénégal en ce qui concerne la dimension « Médias » avec une note de 3,7 contre 3,4 pour le Sénégal. Il est ex-aequo avec le Sénégal dans la dimension « Initiatives transfrontalières » avec une note de 2,5 pour les deux pays. La Guinée avec un score de 2,4 pour la dimension « Forces en attente » devance le Sénégal qui n'a enregistré qu'un score de 2,2.

Des écarts non négligeables ont été notés par rapport aux scores obtenus par les différents pays pour certaines dimensions. Pour la dimension « Gouvernance sécuritaire », l'écart entre le Sénégal qui a obtenu le meilleur score 3,6 et le Mali qui détient le plus faible score 2.1 est de 1,5. Les autres pays ont obtenu respectivement 2,6 pour le Togo, 2,5 pour la Côte d'Ivoire et 2,5 pour la Guinée.

L'on observe néanmoins quelques convergences entre les pays. Les cinq (5) pays ont obtenu des scores satisfaisants pour la dimension « Médias ». Le score le plus faible 2.8 enregistré est à l'actif de la Côte d'Ivoire et du Mali. Dans l'ordre croissant, la Guinée, le Sénégal et le Togo ont obtenu respectivement 3 ; 3,4 et 3,7.



En revanche, les cinq (5) pays présentent des vulnérabilités certaines dans la dimension « Initiatives transfrontalières ». Le meilleur score, soit 2,5 enregistré pour cette dimension est à l'actif du Sénégal et du Togo. Il représente juste la moyenne, la note la plus élevée possible pour rappel étant 5. Une vulnérabilité commune des cinq (5) réside dans la gouvernance des ressources naturelles. Le score le plus élevé de 2,6 a été obtenu par le Sénégal. Les autres pays se situent en dessous de la moyenne avec respectivement les scores suivants : 2 pour le Togo, 2,2 pour le Mali, 2,3 pour la Guinée et 2,4 pour la Côte d'Ivoire. Ces vulnérabilités sont également observables pour la dimension « Forces en attente de la CEDEAO ». En effet, le seul pays qui a obtenu un score au-dessus de la moyenne est le Togo avec 2,7. Les autres pays se situent en dessous de la moyenne avec respectivement 2,0 pour la Côte d'Ivoire, 2,2 pour le Sénégal, 2,2 pour le Mali et 2,4 pour la Guinée. L'explication réside sans doute dans la méconnaissance de cette dimension et par conséquent des mesures devant être prises dans ce cadre au niveau des Etats.

S'agissant des groupes vulnérables, il apparaît que des efforts ont été fournis par certains pays. Pour la dimension « Femmes, Paix et Sécurité », les scores enregistrés par le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Togo et la Guinée avec respectivement 3,4 ; 3,3 ; 2,8 et 2,8 apparaissent globalement encourageants. La situation apparaît en revanche peu satisfaisante au Mali qui a obtenu un score de 2,4.

Pour la dimension « Promotion des jeunes », les scores obtenus par le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo avec respectivement 2,8 ; 2,9 ; 2,7 apparaissent acceptables malgré les efforts qui restent à consentir. La situation en revanche n'est guère reluisante au Mali et en Guinée, ces pays ayant obtenu des scores en dessous de la moyenne, soit respectivement 2,3 et 2,4.

Un rapport détaillé sur le monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine portant sur ces six (5) pays de la CEDEAO qui ont fini par effectuer la collecte de données est disponible.

DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE POLITIQUE

	Sénégal	Mali	Togo	Guinée bissau	Côte d'Ivoire	Rep Guinée
Thématique	3,4	2,8	2,6		2,9	2,6
Participation des Populations à la prise de décision	3,5	2,5	2,7		2,8	2,5
Compétitivité équitable pour la conquête du pouvoir	3,6	3,3	3		2,9	2,8
Effectivité de la séparation des pouvoirs	3	2,6	1,9		2,9	2,5

Tableau comparatif des résultats obtenus par les pays pour la dimension « Démocratie et Gouvernance Politique »



Résultats Atteints

La mise en œuvre de cette initiative a permis d'atteindre les résultats suivants :

- o Une collaboration accrue avec les membres de la société civile y compris les universitaires et autres personnes ressources qui ont pris part aux formations ainsi qu'au processus de collectes de données ;
- o Une analyse des tendances lourdes dans les pays concernés par le projet à travers le décèlement des signes et des causes profondes des conflits;
- o Une abondante collecte d'informations et de solutions sur les problèmes qui se posent dans les pays et hiérarchisées selon leur ordre de priorité ;
- o La capitalisation de l'information à travers la production d'un document final ;
- o Le Renforcement de capacités des acteurs ;
- o L'évaluation de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest à travers l'établissement de la cartographie des disparités permettant d'intégrer des améliorations dans le processus.
- o La mise en oeuvre d'une stratégie de plaidoyer pour une meilleure implication de la société civile dans les mécanismes de paix et sécurité.
- o La possibilité de répliquer ce projet dans d'autres pays;
- o La consolidation du réseau à travers les six (6) pays de la sous-région par l'entrée d'autres organisations de la société civile qui y ont apporté une nouvelle expertise
- o visibilité du programme grâce aux points focaux installés dans les pays, par les activités qu'ils mènent dans leurs pays respectifs et
- o Appropriation des outils développés, par les parties prenantes
- o La révision périodique de la stabilité institutionnelle et politique des Etats de l'espace CEDEAO à travers le canevas d'évaluation de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine
- o Une contribution notée et présente à la paix en Afrique à travers le monitoring de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest à la prévention de l'instabilité est à mentionner.
- o Innovation dans le processus mis en place à grâce aux outils développés tout pour le renforcement de capacités ainsi que la démarche suivie.

Activité 1.c : Projet de Recherche sur la Nature des conflits en Sénégambie méridionale

La recherche sur la nature des conflits en Sénégambie Méridionale est une étude spécifique portant uniquement sur cette région et qui participe au renforcement de capacités des acteurs de la société civile sur la stabilité institutionnelle et politique.

La recherche part du postulat que les outils de gestion de conflits utilisés par un grand nombre d'acteurs de la société civile ne sont pas en adéquation avec la problématique posée par le Mouvements des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) et pour laquelle les acteurs de la société civile cherchent des solutions, à savoir l'indépendance de la Casamance. Les conséquences directes de cette revendication indépendantiste sont, après trente-trois ans (33) ans de conflits, une suite de villages abandonnés ainsi qu'une recrudescence du nombre des déplacés et des réfugiés, notamment dans les pays transfrontaliers. La recherche menée pour déterminer la nature des conflits afin de proposer des outils adéquats à la gestion des conflits qui se posent dans cette zone a été effectuée en six mois par une équipe pluridisciplinaire issue de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, l'Université Assane Seck de Ziguinchor, l'Université de Banjul en Gambie ainsi que de l'institut de recherche de Guinée-Bissau.



L'analyse profonde de la recherche, lancée en 2014, par le Goree Institute sur la thématique « Le conflit en Casamance : sa géopolitique, ses débordements, son traitement médiatique et le rôle de la religion » a permis de poser la problématique de la terre. La publication « Conflits et paix en Casamance : Dynamiques locales et transfrontalières », issue de cette recherche est un excellent ouvrage qui permet de comprendre l'évolution du conflit qui sévit en Casamance. Si les causes du conflit sont plus ou moins bien connues, les dynamiques internes et transfrontalières le sont moins. Année après année, une dimension sous régionale du conflit a émergé de par son évolution qui l'a conduit à déborder sur les pays voisins. La rébellion devient alors « une ressource stratégique dans le jeu politico-militaire de la Guinée-Bissau et de la Gambie ».

Par une approche holistique, le projet a passé en revue la gestion du foncier entre tradition et modernité, entre incohérence et influences (Badji, 2015 : 70), les enjeux humanitaires qu'elle pose, la géopolitique du conflit, l'influence du poids des traditions et de la religion, le problème des réfugiés et des déplacés, de même que le traitement médiatique de la question.

La démarche a pour ambition, d'une part de fournir des informations permettant aux membres de certains pays de la CEDEAO de porter un autre regard sur le conflit en Casamance, et d'autre part de proposer aux organisations de la société civile des outils de gestion de conflit beaucoup plus en adéquation avec la réalité en Casamance.

Le foncier qui constitue le cœur de la revendication irrédentiste continue, en traversant trente ans de conflit, à se creuser davantage, prenant des visages multiformes. En dehors des conflits fonciers communautaires traditionnels, le retour des déplacés, dispersés à l'intérieur du territoire sénégalais ainsi que celui des réfugiés en Gambie et en Guinée-Bissau ou ailleurs ne manquera pas de faire soulever cette question, les terres abandonnées par les uns ayant été occupées par d'autres.

Ces sujets sont traités dans cet ouvrage qui est dans sa phase d'impression et qui se veut un outil de travail pour les acteurs de la société civile qui s'intéressent au conflit en Casamance et aussi pour les décideurs politiques dans la quête inlassable d'une solution de sortie de crise.

Résultats Obtenus :

- o Meilleure compréhension de la nature des conflits en Ségambie méridionale ;
- o Synergie créée à travers la mise en réseau des diverses universités ayant pris part à la recherche ;
- o Elaboration d'un ouvrage sur le conflit casamançais.

2. AWA - Femmes, Paix et Sécurité

Depuis l'approbation par le Conseil de Sécurité des Nations Unies des résolutions 1325, 1820, 1888 et 1889, la question de « femmes, Paix et Sécurité » a été inscrite dans l'agenda international de manière constante, sans donner de résultats significatifs. Certes, ces dispositions ont le mérite de constituer des pas en avant concrets: elles s'attaquent à la vision réductionniste qui considère les femmes comme de simples victimes de la guerre tout en reconnaissant la capacité de résilience de celles-ci et leur rôle primordial en tant qu'agents de paix.

Cependant, force est de constater qu'à ce jour, plus d'une décennie après l'adoption à l'unanimité de la résolution 1325, la promotion des initiatives des femmes et de leur représentativité dans les instances décisionnelles en faveur de la paix et la justice est demeurée un vœu pieux. Malgré les moyens déployés par les partenaires techniques et financiers, la volonté affichée par certains Etats ainsi que les actions sur



le terrain de plusieurs organisations et réseaux de la société civile africaine, très peu de réalisations ont été faites jusqu'ici. En conséquence, beaucoup de travail est à faire dans ce domaine et les efforts doivent se poursuivre sur le moyen et long terme, si l'on veut obtenir des résultats concrets et durables.

Pour le Goree Institute, la prise en charge des besoins spécifiques des femmes est primordiale dans le travail de construction de démocraties viables en Afrique. Ainsi, dans la poursuite de sa mission et de ses objectifs stratégiques, l'Institut considère les femmes comme des partenaires clés notamment en ce qui concerne la prévention des conflits et la consolidation de la paix à l'échelle continentale. C'est dans cet esprit que le projet Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest : « African Women in Action /Femmes Africaines en Action (AWA) a été mis en place.

A travers ce projet, le Goree Institute entend renforcer et promouvoir le leadership des femmes ouest-africaines à tous les niveaux du processus de paix, en vue de contribuer à mettre fin à la discrimination « sexospécifique » et développer des méthodes inclusives de prévention et de gestion pacifique des conflits. En clair, la finalité du projet est de contribuer à accroître substantiellement la participation des femmes dans les processus décisionnels en faveur de la paix, tant au sein des communautés qu'aux niveaux national et sous régional.

Tout compte fait, le Goree Institute, en accordant une importance particulière à l'expertise et au leadership des femmes dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix, a pris un pari audacieux, commandé par trois nécessités urgentes, à savoir : Renforcer le leadership des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ; Promouvoir les initiatives des femmes et des groupements de femmes traditionnellement marginalisés dans l'effort de consolidation de la paix ainsi que dans les mécanismes de responsabilisation permettant de prévenir les conflits dans la sous-région; Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des femmes travaillant pour la construction de la paix ainsi que la promotion de la justice et des Droits Humains en Afrique de l'ouest.

Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des femmes est un aspect particulièrement important pour le Goree Institute, puisque ces dernières ont toujours joué un rôle clé dans les processus de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de construction de démocraties viables en Afrique. C'est dans cet esprit que le présent projet a démarré par un atelier de formation à l'intention d'un groupe restreint de femmes leaders dans l'analyse et la prévention des conflits, afin de les outiller en matière de leadership et les encourager à jouer pleinement leur rôle dans la recherche de solutions pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest.

Activité 2a : Atelier de Renforcement des capacités en « Leadership des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest »

Cet atelier de formation a été organisé du 04 au 06 février 2015, à l'intention de 25 femmes leaders en provenance de 9 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Les participantes étaient issues pour l'essentiel du Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) et ses démembrements ou point focaux dans les 9 pays représentés. Ce groupe-cible est d'autant plus important qu'il était également constitué de femmes responsables d'organisations locales ou nationales de promotion de l'égalité femme-homme et d'autres organisations féminines travaillant pour la paix et la sécurité.



L'objectif global de cette session de formation était de renforcer les capacités de 25 femmes bénéficiaires en matière de leadership dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, afin de les encourager à accroître leur participation et leur influence dans les instances de prise de décisions en faveur de la paix aux niveaux national et sous régional.

Plus spécifiquement, il s'agissait non seulement d'outiller les 25 bénéficiaires dans l'analyse et la compréhension des problèmes sécuritaires qui menacent la paix et la stabilité de leurs pays et de la sous-région; mais aussi de les sensibiliser sur l'importance de leur leadership dans la prévention et la médiation des conflits violents aux niveaux communautaire, national et sous régional.

Résultats obtenus

- o Renforcement de capacité de 25 participantes dans l'analyse et la compréhension des problèmes sécuritaires qui menacent la paix et la stabilité de leurs pays et de la sous-région ouest africaine ;
- o Harmonisation de la compréhension du processus de paix et de l'importance de l'implication des femmes dès le début du processus, c'est-à-dire dès l'étape de négociation et de cessation des hostilités ;
- o Sensibilisation sur l'importance du leadership féminin dans la prévention et la médiation des conflits violents aux niveaux communautaire, national et sous régional.
- o Renforcement des réseaux à travers le partage d'expériences ;
- o Identification des défis à relever dans la perspective d'une meilleure implication des femmes et des jeunes filles dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix ;
- o Appropriation des mécanismes à travers l'engagement de mettre les acquis de la formation en pratique dans leurs pays respectifs puis l'élaboration d'un plan de suivi et de mise en application sur le terrain des leçons apprises.

3. Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits

Le programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits » a pour objectif de répondre aux multiples causes et conséquences des conflits en Afrique de l'Ouest, par la planification et la mise en œuvre de différentes activités de réflexion, de recherche et de renforcement des capacités. Dans la poursuite de cet objectif, le programme combine deux approches complémentaires : la prévention structurelle et celle opérationnelle des conflits. D'une part, le programme met un accent particulier sur le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OSC et ONG ouest-africaines. Dans ce volet, la priorité est donnée à la création de cadres d'échange d'expériences ; au renforcement du savoir-faire des acteurs à la base et à la mise en place de comités ou réseaux nationaux de prévention des conflits et de consolidation de la paix qui pourraient servir au Goriee Institute de points focaux ou de relais sur le terrain. De plus, le programme favorise la réflexion, la recherche et la production des connaissances sur les initiatives de construction de la paix les plus adaptées au contexte ouest-africain, de même que les réformes politiques et institutionnelles les mieux appropriées pour relever les défis sécuritaires de la sous-région. L'accent est donc mis sur la documentation et la publication des leçons de bonnes pratiques tirées des différentes expériences africaines au niveau local, national et régional.



Dans un tel contexte, la consolidation de la paix et la prévention des conflits exigent une action cohérente de tous les acteurs étatiques et non étatiques impliqués. L'efficacité et la durabilité de mesures visant à s'attaquer aux causes de conflits communautaires, nationaux, sous régionaux ou régionaux passe nécessairement par la mutualisation de divers domaines de compétence et d'expertise.

Face aux conflits récurrents et à l'insécurité croissante en Afrique de l'Ouest, le Goree Institute a mis en place dans le cadre du présent programme des projets spécifiques pour apporter sa contribution et adapter son action à la complexité des problèmes et défis auxquels sont confrontés les peuples et les gouvernements de la sous-région. À travers ces différents projets, diverses activités ont été mises en œuvre afin d'accroître l'efficacité et la contribution de l'institut à la prévention des conflits dans l'espace CEDEAO.

Le renforcement de capacités techniques et organisationnelles des OSC et ONG ouest-africaines est un volet important du présent programme. Ainsi, durant l'année 2015, un accent particulier a été mis sur la formation et le développement des compétences des jeunes, des acteurs des médias ainsi que des OSC de veille et de lutte contre la corruption dans le secteur de la gouvernance des ressources naturelles.

PROJET 1 : Leadership des jeunes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix

Activité 3 a : Atelier de renforcement de capacités des jeunes sur « leadership, prévention des conflits et consolidation de la paix »

Le Goree Institute, dans le cadre de son plan d'action 2012-2015 a activement travaillé avec ses partenaires pour augmenter la participation des jeunes à la construction de la paix, la prévention et la gestion des conflits, ainsi que l'éducation à la non-violence en Afrique de l'Ouest. Durant cette période, le présent projet a été mis en place pour transmettre aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires dans le but de leur permettre de contribuer à la prévention des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix à tous les niveaux.



A travers ce projet, l'Institut a consacré un pan de ses actions aux jeunes pour contribuer à leur formation tout en les encourageant à participer, de manière pacifique, aux processus politiques qui les touchent et qui engagent l'avenir de leur communauté. L'institut travaille également à leur sensibilisation par rapport aux libertés, responsabilités et droits qu'ils se doivent d'exiger dans le respect de l'Etat de droit.

En travaillant ainsi avec et pour les jeunes ouest-africains, le Goree Institute exprime sa fidélité à un engagement qui remonte à la date de sa création en 1991 et aux idéaux qui y ont présidé, à savoir : Accorder aux jeunes africains leurs libertés et leurs droits en offrant un cadre propice à la libre expression de leurs opinions et de leurs idées ; Renforcer les capacités des jeunes à participer aux processus et décisions politiques qui les touchent et engagent l'avenir de leurs communautés ; Renforcer le leadership des jeunes afin qu'ils deviennent des promoteurs de la paix et du développement en Afrique et dans le monde.

C'est dans ce contexte que 22 jeunes ouest-africains ont été formés lors d'un atelier tenu du 25 au 27 mars 2015. Les bénéficiaires étaient issus d'organisations et de réseaux nationaux de jeunes, des OSC de défense des droits humains, des organisations et réseaux de femmes, des ONG locales travaillant pour la paix dans les pays suivants : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, République de Guinée, Mali, Sénégal et Togo. Cette formation s'inscrivait dans la continuité des activités menées par le Goree Institute depuis 2013, dans le but de « promouvoir le leadership des jeunes et leur participation effective dans les processus de paix en Afrique de l'ouest ».

De manière générale, l'atelier visait à renforcer les capacités des jeunes bénéficiaires en matière de leadership et de participation non-violente aux processus politiques, notamment à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. De manière spécifique, la session de formation était tenue pour fournir aux participants les connaissances, les outils techniques et le savoir-faire nécessaires pour développer des stratégies de promotion de la culture de la paix et de la non-violence. Il s'agissait aussi d'amener les jeunes à mieux comprendre les enjeux liés à la paix et la stabilité, afin de jouer pleinement leur rôle dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Il est néanmoins impératif de continuer à encourager les jeunes à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs pairs et de leurs communautés. A cet effet, il est nécessaire de leur donner les connaissances et les compétences nécessaires afin de leur permettre de contribuer à la prévention des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix dans leurs pays respectifs et à travers l'Afrique.

Résultats obtenus

- o Acquisition d'une meilleure compréhension des notions et concepts liés aux conflits et à leur gestion, ainsi qu'au leadership et à la consolidation de la paix, grâce à une pédagogie participative et interactive ainsi qu'une méthode de facilitation axée sur les compétences ;
- o Maîtrise des concepts spécifiques relatifs aux domaines suivants : conflictualité, paix et sécurité, leadership, participation politique et citoyenneté;
- o Meilleure connaissance des mécanismes d'analyse et de prévention des conflits ;
- o Synergie créée entre les participants à travers le réseautage ;
- o Accroissement de la sensibilisation des jeunes sur les valeurs et notions relatives à la paix et la stabilité ;
- o Identifier des contraintes et défis liés à la « culture de la paix » et au processus de développement socioculturel de leurs pays respectifs.
- o Résilience accrue à travers le développement des stratégies de prévention et de gestion des conflits en prenant en compte les valeurs et mécanismes nationaux et régionaux pour la paix et la sécurité.
- o Appropriation des leçons apprises par les participants à travers la restitution et la réplique de la formation sur le plan local.



PROJET 2 : Médias et Prévention des Conflits

Activité 3b : Renforcement de capacités des acteurs des médias dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest

Pour le Goree Institute, la participation des médias au processus de paix ne se résume pas seulement à la capacité des particuliers à présenter une information plus ou moins fiable : elle suppose le respect des normes et principes déontologiques dans la pratique professionnelle quotidienne. Elle implique aussi l'appropriation et la mise en pratique des « normes et standards de la CEDEAO à l'intention de la presse pour la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest ». De même, elle requiert des compétences très spécialisées dans le domaine du « journalisme sensible au conflit » ou « journalisme de paix ».

Par l'expression « journalisme de paix » ou « journalisme sensible aux conflits », le Goree Institute entend un journalisme qui milite en faveur de la paix et la cohésion sociale, qui ne se contente pas seulement de couvrir les guerres et les autres crises sociopolitiques, mais qui contribue aussi à les analyser en vue de les prévenir. De ce point de vue, un journaliste de paix est « un observateur, un informateur mais surtout un agent d'apaisement ». La sensibilité aux conflits est la capacité pour un professionnel de l'information de comprendre le contexte dans lequel il réalise son reportage, d'analyser les effets de son activité professionnelle sur ce contexte et agir à la lumière de la compréhension qu'il a de ce contexte.

Ces trois éléments sont fondamentaux et structurent tout travail journalistique destiné à devenir sensible aux conflits. Ce projet a été développé pour promouvoir le journalisme sensible aux conflits en Afrique de l'ouest. Il est dédié en grande partie aux médias et a pour finalité de renforcer les capacités des acteurs des médias ouest-africains dans l'analyse des conflits, en vue de les sensibiliser sur le rôle déterminant qu'ils peuvent jouer en faveur de la paix et la sécurité dans l'exercice de leur métier.

C'est dans ce contexte qu'une session de formation a été tenue du 20 au 23 avril 2015 à l'endroit de seize (16) journalistes et professionnels des médias d'Afrique de l'Ouest à savoir le Sénégal, la Guinée Bissau, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Le Goree Institute a déroulé cette formation dans le but de renforcer les compétences des acteurs des médias dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la promotion des droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest. Les discussions ainsi que la synthèse finale ont permis d'articuler l'identification des acteurs ainsi que les motivations qui les sous-tendent en faveur de la promotion d'attitudes idoines de la part des journalistes. Ils ont pris conscience du fait qu'en situation de conflit, les médias ne sont plus seulement des spectateurs : ils sont également des acteurs capables d'influer sur l'intensification du conflit et de contribuer à la facilitation du processus de paix, en fonction des bonnes ou mauvaises pratiques adoptées.

Résultats atteints

- o Compréhension accrue des techniques et méthodes d'analyse des données du conflit ainsi que des enjeux de la production et de la diffusion de l'information dans un contexte de conflit engageant différents acteurs ;
- o Sensibilisation sur l'importance de la médiatisation des conflits et son impact sur la perception qu'en ont les opinions publiques ;
- o Prise de conscience du rôle essentiel que peuvent jouer les médias dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à travers la diffusion d'informations impartiales et utiles ;
- o Reconnaissance de l'importance de promouvoir de bonnes pratiques professionnelles en situation de conflit ;
- o Synergie à travers le réseautage.

PROJET 3 : Ressources Naturelles et Prévention des conflits

Activité 3c : Renforcement de capacités des OSC dans la prévention des conflits liés aux ressources naturelles

Les Ressources Naturelles ne sont pas moins problématiques, puisque les différents conflits possèdent souvent une composante liée à l'accès ou à la gestion de certaines ressources minières, halieutiques ou forestières. En effet, une étude approfondie menée en 2013 par le Goree Institute a permis d'identifier les causes structurelles des conflits dans les communautés extractives des quatre pays de l'Union du Fleuve Mano que sont la Sierra Léone, le Liberia, la République de Guinée et la Côte-d'Ivoire. L'exploitation de certaines ressources de valeur, qu'il s'agisse d'hydrocarbures, de gaz, de minéraux ou du bois, a souvent été associée à la genèse, à l'escalade ou à la persistance de conflits violents qui minent le développement de la sous-région.



Cette étude a généré de la connaissance sur le lien entre les ressources naturelles et les conflits, avec une documentation des meilleures pratiques, tout en identifiant les facteurs de risque et les mécanismes permettant de les réduire. À travers cette recherche publiée et disséminée depuis octobre 2015, le Goree Institute a pu évaluer les dynamiques et les questions clés relatives à la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans les pays ciblés.

Des recommandations spécifiques ont été formulées dans le rapport de recherche relativement au renforcement des capacités des OSC et ONG locales dans la prévention des conflits liés aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. C'est sur la base de ces recommandations qu'un atelier a été tenu à l'intention d'une quinzaine de participants en provenance de 07 pays d'Afrique de l'ouest : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal. L'atelier avait pour thème : « Vaincre la malédiction des ressources naturelles pour construire la paix en Afrique de l'Ouest ».



C'est sur la base des recommandations formulées dans le rapport de recherche, notamment celles relatives au renforcement de capacités des OSC et ONG locales, qu'un atelier de formation a été tenu à l'intention d'une quinzaine de participants provenant de sept (07) pays d'Afrique de l'ouest : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal. Les 15 participants ont été rigoureusement sélectionnés, sur dossier, parmi des acteurs d'OSC et ONG de veille à la transparence dans la gestion des ressources naturelles dans ces pays cibles, et en Afrique de l'ouest de manière général.

L'objectif global de cette formation a été le renforcement de capacités des acteurs des Organisations de la Société Civile (OSC) présentes dans l'analyse et la prévention des conflits liés aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. Plus spécifiquement, il s'agissait d'amener les participants à assimiler puis approfondir les notions élémentaires et les outils appropriés à une compréhension ainsi qu'à une analyse des conflits liés aux ressources naturelles. Il s'agissait également de dresser une cartographie des points en conflits en Afrique de l'Ouest et identifier les acteurs clefs dans les conflits liés aux ressources naturelles dans la sous-région. En définitive, il est important de souligner que le « renforcement des capacités », quand bien même il permet de transférer des compétences essentielles pour l'efficacité des acteurs, n'est qu'un aspect du travail à faire pour assurer un réel impact sur le terrain. Ainsi, le Goree Institute est conscient de l'importance de cet aspect opérationnel. Il va sans dire que le financement des projets que porteront ces acteurs formés est une nécessité absolue, dans la mesure où il leur permettra d'être davantage efficaces et d'obtenir des résultats tangibles et de produire des effets bénéfiques pour les populations.

Résultats obtenus

- o Compréhension accrue des enjeux grâce à l'identification des acteurs clés, leurs intérêts et leurs positions de même que des mécanismes de prévention et de médiation à travers l'élaboration de la typologie des conflits en Afrique de l'Ouest ;
- o Approfondissement et assimilation des notions élémentaires ainsi que des outils appropriés à une compréhension des conflits liés aux ressources naturelles;
- o Meilleure connaissance des causes des conflits liés aux ressources naturelles ;
- o Pérennisation de la collaboration à travers la participation de la majeure partie des participants aux missions techniques d'assistance électorale lors des élections au Togo, au Burkina, en Côte d'Ivoire et en Guinée.
- o Expérience accrue des participants dans leur implication sur le terrain à la prévention des conflits.

Toutes les actions menées dans le cadre de ce programme ont été réalisées afin d'apporter des changements durables en transmettant des connaissances et des outils aux bénéficiaires travaillant pour la prévention et la gestion des conflits, ainsi que la consolidation de la paix. Une importance particulière a été accordée aux catégories sociales les moins impliquées dans les processus de paix en Afrique de l'Ouest : il s'agit notamment des jeunes et des femmes, ainsi que les acteurs des médias et les OSC de veille sur la gouvernance des ressources naturelles.

En effet, ces activités ont été inscrites dans la continuité du travail que le Goree Institute a fait ces dernières années. Il s'agit particulièrement de la promotion du leadership des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix ; la responsabilisation des médias dans l'analyse et la prévention des conflits ; et le renforcement des capacités des OSC de veille pour une bonne gouvernance des ressources naturelles.



Perspectives du programme

Les actions envisagées dans le cadre de ce programme contribueront à atteindre les objectifs suivants à court et moyen terme :

- o Promouvoir les initiatives locales, nationales et régionales relatives à la gestion des ressources naturelles, à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la responsabilisation des jeunes ;
- o Encourager les femmes à jouer un rôle de premier plan dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives en matière de prévention, de règlement des conflits, de consolidation de la paix, en renforçant les systèmes régionaux et nationaux de protection et de promotion des femmes ;
- o Valoriser et renforcer les capacités des jeunes, afin de contribuer à produire des acteurs autonomes, responsables et socialement comptables de leurs actes et de décourager tous comportements, actions et entreprises susceptibles d'engendrer la violence et l'insécurité dans les communautés au sein de la sous-région ;
- o Contribuer à créer un paysage médiatique ouest-africain de liberté, de transparence et de responsabilité où la presse électronique et la presse écrite sont les véritables vigiles de la paix et de la sécurité, et des plateformes de mobilisation et de débats en vue de promouvoir les droits humains ;
- o Continuer à veiller à ce que les processus de gestion des ressources naturelles, notamment la prospection, l'exploitation des ressources minières, et l'attribution des contrats de même que le décaissement et l'utilisation des profits qu'elles génèrent, soient transparentes, équitables et favorables à l'environnement.

Toutefois, le Goree Institute, à travers ce programme doit continuer à jouer pleinement son rôle dans l'analyse et la prévention des conflits susceptibles de saper les efforts de développement nationaux et sous régionaux. A présent que la sous-région se repositionne pour éviter l'enlisement des conflits violents, il est important pour le Goree Institute de continuer à promouvoir la mise en œuvre des mesures et des initiatives de prévention structurelle et opérationnelle des conflits et de la violence. En d'autres termes, il faut désormais mettre l'accent sur la promotion de la stratégie à moyen et long terme de prévention et d'anticipation des conflits et crises. Ceci appelle à un réexamen des relations entre, d'une part, les facteurs internes qui sont à l'origine de la violence et, d'autre part, les instruments de la CEDEAO, notamment le Document Cadre de Prévention des Conflits (DCPC).

B. GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET PROCESSUS ÉLECTORAUX

Le projet démocratique s'est universalisé. De même, la gouvernance est devenue un concept phare, directeur de toutes les actions des institutions nationales et internationales, un instrument de mesure du niveau de performance de ces institutions et sur la base duquel les contrats de confiance se font et se défont, entre institutions nationales et internationales ; les relations bilatérales, multilatérales se définissent également sur cette base. Les phénomènes et enjeux contemporains connexes à la démocratie, à la gouvernance, aux processus politiques en général sont annuellement passés en revue et connectés aux efforts fournis par les États africains, notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre des activités de l'Institut. L'axe stratégique « Démocratie, Gouvernance et Processus politiques » s'y attelle par l'action, la recherche, l'intervention, la facilitation. Toutes les activités de cette année mises en œuvre sont à lire à cet aune.



Avec l'universalisation de la démocratie, les processus électoraux sont devenus des baromètres de premier plan sur la base desquels on mesure le niveau de performance des systèmes et processus politiques. En tant que Centre pour la Démocratie, le Goree Institute développe plusieurs activités et initiatives qui cherchent à rendre intelligibles les phénomènes ainsi qu'à analyser les tendances qui se dessinent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques. Plusieurs outils également de monitoring, d'observation, de suivi et d'évaluation sont développés permettant dans une certaine mesure de « certifier » les processus électoraux ayant fait l'objet d'une observation et d'un monitoring par l'Institut, à travers son Unité d'Assistance Electorale.



En se voulant « organisation intermédiaire » de la société civile de 3ème génération, le Goree Institute a dégagé une stratégie lui permettant de diversifier ses partenariats. Tant vis à vis des institutions internationales, des organisations de la société civile africaine, des laboratoires de recherche, des institutions étatiques, le Goree Institute a adressé des actions et s'est inscrit dans des dynamiques de collaboration durables et constructives.

L'année 2015 fut une année électorale notamment en Afrique de l'Ouest (République de Guinée, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo). L'Institut, à travers son Unité d'Assistance Electorale, fut sollicité et a pu intervenir en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Togo, avec succès. Il convient d'apprécier à sa juste valeur les missions exploratoires effectuées en amont de tous ces processus électoraux, permettant de rencontrer les parties prenantes et d'effectuer une bonne analyse de situations afin de proposer des actions en adéquation avec les besoins et les attentes. Par ces missions, l'Institut poursuit son ancrage dans le domaine du plaidoyer et du lobbying et conforte sa position d'institution africaine consciente des responsabilités qui sont siennes dans l'espace public, contribuant à prévenir les conflits électoraux et donc à l'instauration d'une Afrique paisible, condition préalable au développement.

Par ailleurs, fidèle à son profil d'organisation s'investissant dans la recherche, l'Institut poursuit cette dynamique et conforte sa position dans ce domaine, en mettant en œuvre plusieurs travaux de recherche. Les résultats de ces travaux contribuent à accorder une intelligibilité aux comportements des électeurs ainsi qu'aux phénomènes électoraux grâce aux données électorales brutes recueillies dans le cadre des missions d'assistance électorale, qui peuvent aider à comprendre les phénomènes contemporains pouvant influencer les orientations des États africains en termes de gouvernance, de stabilité politique, de Droits Humains, etc. L'exécution du plan d'action annuel 2015 est à lire sous le prisme d'une reconnaissance du modèle d'accompagnement électoral de l'Institut Goree, d'un bilan de ce dernier, qui fut confronté aux réalités de

contextes politiques bigarrés allant de l'approfondissement/consolidation démocratique (Togo, Côte d'Ivoire) à une situation de transition politique (Burkina Faso). Ce modèle à très forte prégnance TIC a fortement contribué aux processus électoraux paisibles et intègres en Afrique.

Le programme Démocratie, Gouvernance et Processus politiques a pour objectifs de participer à l'avènement de systèmes électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi-acteurs ; puis d'accompagner les processus politiques en Afrique par une meilleure connaissance des phénomènes contemporains ainsi que par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche.

PROJET 1 : Elections et Prévention des Conflits

En Afrique de l'ouest, si la « vague » de démocratisation du début des années 90 a laissé entrevoir beaucoup d'espoir au sein des peuples, force est de constater que les exemples probants d'alternance à la suite d'une élection libre honnête comme cela a été le cas au Bénin, au Cap Vert, au Ghana et au Sénégal demeurent rares. Il ne s'agit pas d'une exclusivité ouest-africaine car les élections sur le continent africain en général sont souvent contestées et débouchent régulièrement sur des vagues de violence tel que constaté au Kenya en 2007 ou au Gabon en 2009.

Les conséquences de la contestation électorale ainsi que de la violence qui en résulte très souvent sont imprévisibles et néfastes pour la paix et la sécurité des pays de la sous-région sur le long terme. En effet, un régime élu par des élections contestées dispose inévitablement d'une légitimité bancale, avec une partie plus ou moins large de la population qui s'estime lésée par une « élection parodique ». Dans ces conditions, le rétablissement de la paix sociale et de la cohésion nationale est encore plus difficile.

En outre, les risques de subir des tentatives de déstabilisation, pouvant aller jusqu'au coup d'Etat, augmentent. Chaque élection qui dégénère entame considérablement la confiance du peuple en ses dirigeants et réduit ainsi son implication politique. Le résultat en est un contrat social vacillant, des frustrations sociales et politiques aggravées par les difficultés économiques, ainsi que l'installation d'une « paranoïa électorale » qui ne favorise ni l'enracinement de la démocratie, ni un climat de paix viable. La crise postélectorale ivoirienne





de 2010-2011 imprègne encore les esprits : environ 3000 morts et des millions de déplacés à l'issue d'une élection qui devait réunifier le pays. Au Nigéria, l'élection d'avril 2011 a donné lieu à un déferlement de violences dans les provinces du Nord, causant la mort de plus de 800 personnes en seulement trois jours et les exemples sont nombreux.

Au lieu de stabiliser le système politique et établir la gouvernance en vue du développement économique et social, les élections sont désormais un élément de déstabilisation et de destruction des organisations sociales, économiques et politiques, voire culturelles des pays africains. Telle est la problématique qui s'impose à tous aujourd'hui et c'est dans ce contexte que le Goree Institute a organisé un atelier de formation, les 5, 6 et 7 août afin d'examiner un certain nombre de questions, notamment: Pourquoi les élections causent-elles la violence et comment l'éviter ? Pourquoi certaines élections sont-elles suivies de contestations ? Comment éviter les tensions et les conflits avant, pendant et après les élections ? Quelles stratégies et formes de programmation faut-il adopter pour anticiper et prévenir les conflits violents, pour réussir les élections en Afrique de l'Ouest dans les prochaines années ?

Activité 1.1 : Atelier de formation « Leadership et Prévention des Conflits Electoraux en Afrique de l'ouest »

Cette session de formation qui a porté sur le thème : « Leadership et Prévention des conflits électoraux en Afrique de l'ouest » a regroupé 22 participants provenant des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal. Le choix a été porté sur ces pays en particulier parce que les élections présidentielles y sont prévues, conformément à leur calendrier républicain, entre octobre 2015 (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée) et le début de l'année 2016 (Bénin, Niger). Le but de l'atelier était d'amener les participants à prévenir les conflits et la violence électorale, en identifiant les dysfonctionnements structurels ou conjoncturels pouvant empêcher la tenue d'élections transparentes, libres et justes, conformément aux principes régissant les élections démocratiques. Il s'est agi aussi de tirer le maximum de leçons de bonnes pratiques, à partir des débats, échanges d'expériences et études de cas qui ont été partagés pendant les trois jours, en tenant compte du fait que ces pays ont connu des trajectoires politiques différentes depuis leur accession à l'indépendance.

Résultats atteints

- o Acquisition de compétences techniques et de savoir-faire ;
- o Meilleure connaissance des grands principes universels, des règles de gestion des processus électoraux, et une bonne maîtrise de la gouvernance électorale dans un climat de tensions ;
- o Une bonne maîtrise des approches stratégiques et des formes de programmation permettant d'anticiper et de prévenir les conflits violents liés aux élections en Afrique de l'ouest ;
- o Une meilleure connaissance des expériences et modèles de leadership africains dans le domaine de l'administration des élections et la prévention des conflits ;
- o Une bonne maîtrise des outils d'analyse et de prévention des conflits électoraux.

Le présent atelier organisé en conjointement avec le programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest » a contribué au renforcement des capacités ainsi qu'à la sensibilisation des acteurs étatiques et des membres des organisations de la société civile des pays bénéficiaires sur : Le leadership organisationnel et stratégique ; La prévention des conflits et litiges électoraux ; Les grands principes et règles de gestion démocratique des processus électoraux ; La maîtrise de la gouvernance



électorale dans un climat de tensions et de crises politiques ; Les droits de l'Homme, la démocratie, la participation citoyenne et le rôle de la société civile. Mieux, les deux programmes ont démontré de manière concrète, la complémentarité de leurs actions dont l'objectif ultime est d'accroître l'efficacité du Goree Institute dans la poursuite de sa mission : « de Contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, d'encourager la créativité artistique, sociale et économique ». En définitive, l'exemplarité de la collaboration entre le Goree Institute et ses partenaires a été saluée par les participants et les officiels présents à la cérémonie de clôture.

PROJET 2 : Missions exploratoires électorales

L'objectif visé dans le cadre de ces missions exploratoires est d'introduire le modèle Goree Institute aux acteurs prenant part aux processus électoraux des pays respectifs, puis d'explorer les possibilités d'une intervention et d'une participation à l'instauration de systèmes électoraux intègres en Afrique.

Toutefois, chaque mission, selon le contexte, les attentes des parties prenantes et les enjeux pré-électoraux, garde sa spécificité. En effet, selon la nature du scrutin (élection présidentielle, élections législatives, élections locales, etc.) les actions ne sont pas les mêmes, encore moins l'envergure des initiatives entreprises. En Côte d'Ivoire, au Togo, au Burkina Faso, au Bénin, des missions de contact ont été effectuées au cours de l'année 2015, en amont de leurs scrutins respectifs. Si au Burkina Faso un réseau d'une centaine d'organisations a été mis en place, (Réseau des organisations de la société civile pour une observation citoyenne des élections – RESOCEL), en Côte d'Ivoire et au Togo, des contacts ont été pris tandis que plusieurs parties prenantes ont été rencontrées.

Au-delà de l'aspect accompagnement électoral, ces missions sont des opportunités saisies par le Goree Institute: de partager les fruits des recherches ainsi que les rapports annuels ; d'élargir son champs d'intervention ; d'intégrer de nouveaux réseaux actifs dans les domaines similaires aux siens ; d'explorer de nouvelles pistes de collaboration avec toutes les parties prenantes aux processus politiques en cours dans les pays africains.

De même, les missions exploratoires pré-électorales ont permis au Goree Institute dans le cadre de son programme Gouvernance et processus politiques :

- de produire des rapports d'analyse sur le contexte politique pré-électoral en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Burkina Faso ;
- d'apprécier les capacités des institutions en charges de l'organisation des élections ainsi que le rôle des parties prenantes principales impliquées dans le processus électoral en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Burkina Faso ;
- de bien comprendre les lois électorales et les processus encourageant la participation citoyenne et la tenue d'élections libres, équitables et paisibles ;
- d'identifier les besoins de renforcements des capacités des parties prenantes notamment les organisations de la société civile par leur mise en synergie ;
- d'identifier les possibilités de facilitation, de coordination et de management de structures de veille, d'alerte précoce et de réponse rapide en vue de la prévention des conflits électoraux en s'adossant sur les Tics.



Activité 2.1 : Mission exploratoire électorale au Burkina Faso

Deux missions exploratoires ont été effectuées au Burkina Faso durant la période de transition politique, marquant la phase pré-électorale. En effet, en janvier 2015, une mission de prise de contact fut tenue et dans la foulée un atelier de mise en réseau d'une trentaine d'organisations de la société civile du Burkina Faso a été animé par l'Unité d'Assistance Electorale du Goree Institute. Ainsi, à l'issue de cette rencontre, le Réseau des organisations de la société civile pour une observation citoyenne des élections (RESOCEL) fut mis en place.

L'atelier de mise en réseau fut sanctionné par la finalisation d'un Protocole d'entente et d'une Charte constitutive, documents marquant la naissance du RESOCEL et l'engagement de toutes les organisations membres du RESOCEL à s'investir dans l'observation et le monitoring du processus électoral.

A la suite de la mise en place du RESOCEL, une seconde mission fut tenue, cette fois-ci conjointement avec le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (UNOWA) et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) afin de poursuivre la dynamique entamée par l'Institut à travers la mise en place du RESOCEL. Les objectifs visés restent l'introduction des outils de monitoring dont dispose l'Institut aux parties prenantes au processus électoral, le partage d'expériences et d'informations de même que l'exploration d'opportunités de mise en œuvre du Modèle d'accompagnement électoral du Goree Institute. La mission conjointe UNOWA –Goree Institute a été fructueuse dans la mesure où elle a permis d'une part de rencontrer les parties prenantes essentielles du processus électoral au Burkina et d'autre part de mieux comprendre le Genre et l'importance de l'implication plus accrue des femmes du Burkina-Faso au processus électoral.

Activité 2.2 : Mission exploratoire électorale au Bénin

Dans sa volonté de nouer des partenariats stratégiques avec les institutions internationales, le Goree Institute, avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH-BRAO) a également tenu une mission exploratoire au Bénin dans la perspective des élections législatives qui devaient s'y tenir. Dans ce dispositif, le Goree Institute est intervenu en tant que partenaire spécifiquement technique, le volet politique devant être assumé par les deux (2) institutions partenaires.

Durant cette mission, l'Institut a rencontré les agences résidentes des Nations Unies impliquées dans la préparation et l'appui aux élections, les autorités en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral ainsi que les partenaires techniques et financiers afin d'échanger d'abord sur le concept de la plateforme de veille des élections et s'entretenir avec les organisations de la société civile, partenaires d'exécution dans le cadre du projet.

Le mode de fonctionnement ainsi que les résultats de la plateforme de veille pour les élections apaisées et crédibles, obtenus antérieurement et dans différents pays, leur ont été présentés. Le dispositif technique à mettre en place, compte tenu du contexte national et de la spécificité du pays, a été choisi et finalisé et tous les besoins concernant la mise en œuvre d'une telle plateforme ont pu être évalués. Les femmes et les jeunes ont également été préparés à travailler en synergie pour le suivi des élections.

Un intérêt particulier a été exprimé relativement à la mise en place d'une structure de veille électorale au Bénin dans le cadre des élections législatives et de la présidentielle de 2016.

Il est à retenir que ces missions conjointes Goree Institute/UNOWA/HCDH consacrent, dans une certaine mesure, une forme de reconnaissance de la crédibilité du modèle du Goree Institute, par les institutions



partenaires. En effet, elles ont perçu le Goree Institute comme pouvant être un partenaire technique crédible dans l'accompagnement électoral à prodiguer aux systèmes et processus électoraux en Afrique.

Activité 2.3 : Mission exploratoire électorale en Côte d'Ivoire

L'élection présidentielle, déroulée en octobre 2015 en Côte d'Ivoire, était également une élection à enjeux dans la mesure où il s'agissait là de la première élection générale (hormis les élections législatives) à la suite du scrutin électoral de 2010 qui a fortement été conflictogène et dont les soubresauts « judiciaires » sont encore perceptibles. Cette élection présidentielle avait donc pour enjeu de consolider ou au contraire de ruiner tous les efforts consentis pour une démocratie viable. A la demande du Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO, une mission après celle de contact de juillet 2014, a été effectuée en Côte d'Ivoire afin d'explorer les possibilités de mise en œuvre du programme d'accompagnement électoral notamment à travers la mise en place d'une structure de veille des femmes, outil de prévention, de résolution de conflits électoraux, de médiation, de facilitation et de production d'informations se rapportant au scrutin. Durant cette mission, l'Institut a appuyé le bureau régional du « Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO » dans leur mise en réseau avec d'autres organisations de la société civile ivoirienne de femmes ainsi que dans le lancement officiel de « l'Alliance Nationale des Femmes pour la mise en œuvre d'un Agenda Commun ».

A l'issue de la mission, une Charte a été rédigée, marquant le début d'une dynamique de collaboration entre organisations féminines de la société civile ivoirienne dans la perspective de l'élection présidentielle.

PROJET 3 : Accompagnement électoral : Les concepts d'e-Monitoring (TIC et Elections) de la Paix et de la Sécurité en Afrique

Ce projet est dans une certaine mesure l'antichambre, le « laboratoire » du projet du Savoir Electoral qui donne l'intelligibilité des phénomènes électoraux, grâce aux données et faits, en amont, recueillis dans le cadre des activités de facilitation, d'observation, de monitoring, de médiation préventive ou de crise dans le cadre du projet d'accompagnement électoral.

Activité 3.1 : Atelier de capitalisation et d'évaluation du modèle des outils de monitoring électoral

Le Goree Institute a su se positionner en tant que Centre régional du savoir électoral et Hub Bridge en Afrique de l'Ouest. Fort de ce positionnement, le Goree Institute a progressivement affiné sa stratégie d'intervention dans le domaine électoral et plus particulièrement dans l'accompagnement électoral. La finalisation d'un modèle d'accompagnement électoral est le principal élément d'achèvement de l'ambition que l'Institut s'est fixé pour accompagner les processus politiques et de démocratisation en Afrique. Les interventions au Sénégal, au Togo, en Guinée Bissau, en République de Guinée ainsi qu'au Congo ont permis de soumettre l'approche du Goree Institute aux différentes réalités de terrain et de tester plusieurs hypothèses permettant au bout du compte de revendiquer, sans aucune prétention, un modèle d'accompagnement électoral conçu et défendu par l'Institut.

Un long processus de maturation, d'expérimentation, de conceptualisation, de mise en pratique a présidé à la finalisation de ce modèle qui porte une très forte prégnance des technologies de l'information et de la communication. Ce choix est motivé par la volonté de l'Institut de s'inscrire dans une dynamique rigoureuse de centralisation des informations produites ; d'actualiser l'approche et la rendre plus compréhensible car l'outil est « dans l'air du temps » ; de documenter de manière scientifique et crédible les phases de l'observation et du monitoring ; et de réduire toute forme de manipulation des informations produites.



L'atelier a permis :

- o La poursuite de la dynamique de capitalisation par la revue des outils dont dispose le Goree Institute en matière d'accompagnement électoral.
- o Le dressage d'un bilan des expériences d'accompagnement électoral mené par le Goree Institute en Afrique ;
- o La soumission des outils de monitoring dont dispose l'Institut à une revue technique critique ;
- o Le diagnostic du modèle d'accompagnement électoral du Goree Institute en vue de son amélioration ;
- o Le passage en revue des procédures d'opérationnalisation d'un quartier général des élections pour une meilleure performance en cas de besoin ;
- o L'exploration de nouvelles pistes d'actions en matière d'accompagnement électoral pour la consolidation du positionnement de l'Institut dans ce domaine.
- o L'ouverture d'une perspective de certification qualité de tous les outils de monitoring et du modèle de l'accompagnement électoral du Goree Institute.

Activité 3.2 : Mission d'observation internationale du Goree Institute au Togo

En 2013, un programme d'accompagnement électoral du Goree Institute à la société civile Togolaise a été mis en œuvre lors des élections législatives. L'opportunité d'une mission d'observation internationale lors de l'élection présidentielle en 2015 au Togo a constitué un point d'achèvement des innombrables initiatives d'accompagnement du processus politique développées par l'Institut depuis 2012 au Togo (renforcement de capacités de plus de 800 acteurs de la société civile et autres parties prenantes au processus électoral ; transfert de compétences effectif d'une certaine expertise en matière électorale ; constitution d'une masse critique d'acteurs et d'experts électoraux). Ce programme fut possible grâce à l'accompagnement financier du Conseil de l'Entente.

Les objectifs d'une telle mission furent de contribuer, dans le respect de la souveraineté des États et dans le cadre de la législation nationale en vigueur, à assurer la transparence et l'intégrité du processus électoral ; Témoigner de manière impartiale auprès des électeurs et de la communauté internationale du déroulement du processus électoral (élection présidentielle) ; Observer rigoureusement le processus démocratique dans le but d'aider à favoriser un climat de confiance, de paix et de crédibilité ; Susciter une large participation des citoyens togolais au scrutin du 25 avril 2015 ; Contribuer à la consolidation et au renforcement de la démocratie au Togo et en Afrique ; Établir le Goree Institute comme un acteur majeur en ce qui a trait à la consolidation de la démocratie en Afrique.

Résultats Atteints

A travers cette mission d'observation internationale de l'élection présidentielle togolaise du 25 avril 2015, le Goree Institute a contribué, dans le respect de la souveraineté et de la législation nationale en vigueur, à la transparence et à l'intégrité du processus électoral au Togo, notamment, par :

- o la mise en place d'un Groupe de contact qui a contribué à insuffler une dynamique positive dans le dialogue politique togolais ;
- o le déploiement de quatre-vingt (80) observateurs internationaux sur l'ensemble du territoire ;
- o La production d'un rapport final d'observation, ainsi que d'un film documentaire qui permet aujourd'hui de capitaliser sur le travail effectué.



Par ailleurs, le Goree Institute a saisi l'opportunité, en déroulant cette mission, de se positionner dans le groupe des missions d'observation internationales au Togo. En effet, le Goree Institute, de concert avec les missions d'observation internationales de l'Union Africaine, la CEDEAO, l'UEMOA, l'OIF la CENSAD, a pu constituer un Groupe de médiation pour dénouer la principale pomme de discorde entre l'opposition, le pouvoir et la Commission Electorale Nationale Indépendante qui était le mode de transmission des données. De même, l'Institut a été mandaté par le Groupe de médiation avec l'OIF pour le suivi et la supervision de la centralisation et de la vérification des procès-verbaux reçus par la CENI en vue de la proclamation des résultats.

Activité 3.3 : Mission d'accompagnement technique du Goree Institute pour la mise en place d'une structure de veille en Côte d'Ivoire

En vue de l'élection présidentielle du 25 octobre 2015, le Goree Institute a été sélectionné par le Programme des Nations Unies pour le Développement en tant que partenaire afin de prodiguer un accompagnement technique aux organisations de la société civile ivoirienne pour prévenir et lutter contre les violences électorales. Il convient de rappeler que l'approche du Goree Institute, dans le cadre de son modèle d'accompagnement électoral, peut se résumer en ces termes : des outils de monitoring électoral au service de la prévention et de la résolution des conflits.

Pour ce faire, l'Institut a déroulé les activités suivantes :

- o Un atelier de mise en réseau qui a permis de parachever la dynamique de synergie des organisations de la société civile ivoirienne de femmes et de jeunes déjà engagée durant la mission exploratoire. Au cours de cet atelier un protocole d'entente a été signé par toutes les organisations membres de l'initiative, une charte constitutive de la plateforme a été rédigée et le comité de pilotage mis en place ;
- o Une rencontre d'échanges avec la représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unis ;
- o La mise en place de la plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire ;
- o La mise en ligne du site internet (<http://www.elections-ci.org>), d'une page Facebook (Elections-CI), l'animation d'un compte Twitter permettant de s'insérer dans les réseaux sociaux à travers le monde et d'informer en temps réel sur le processus électoral ivoirien ;
- o La formation et le déploiement de 600 M-observateurs et de 50 analystes ;
- o L'optimisation d'une structure de veille permettant de contribuer à la prévention et à la résolution de conflits électoraux par l'alerte précoce aux autorités relativement aux dysfonctionnements notés ;
- o Le déploiement d'un Groupe de contact de haut-niveau dirigé par Son Excellence Mr. Dioncounda Traoré, ancien Président de transition du Mali ;
- o La production de rapports de déroulement le jour du scrutin.

Il convient de rappeler que le Programme d'accompagnement fut sanctionné par la mise en place de la Structure de veille pilotée par l'équipe de l'Unité d'assistance électoral du le Goree Institute. Dans une dynamique de perfectionnement de l'outil structure de veille (quartier général des élections), l'Institut a innové en proposant des tablettes au sein de la chambre technique de la structure de veille.

Avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire, le Goree Institute a pu mettre en œuvre un Programme d'accompagnement électoral dont les principaux partenaires d'exécution sont : L'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire ; Le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO ; Le Réseau ivoirien des jeunes leaders pour l'intégrité ; Le Parlement des jeunes de Côte d'Ivoire ; Le Parlement des jeunes de l'Union du fleuve Mano ; Le Réseau des étudiants sociologues et anthropologues.



Ces différentes organisations, dans le cadre d'un large regroupement, Plateforme de Veille des Femmes et des Jeunes pour des Elections Apaisées et Crédibles en Côte d'Ivoire, ont bénéficié d'un appui technique du Goree Institute dans le monitoring électoral ainsi que la mise en place d'une Structure de veille avec toutes les activités gravitant autour pour son succès.

L'objectif principal de participer à l'instauration d'un scrutin apaisé est atteint en ce que par le biais du monitoring, de l'observation, de la mobilisation du Groupe de contact, de l'optimisation d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide (Structure de veille), les contacts avec les autorités, la Plateforme de Veille des Femmes et des Jeunes pour des Elections Apaisées et Crédibles en Côte d'Ivoire a su corriger beaucoup de dysfonctionnements et ainsi améliorer qualitativement le processus électoral.

D'un point de vue symbolique, il est important de noter que :

- o La Plateforme de Veille des Femmes et des Jeunes pour des Elections Apaisées et Crédibles en Côte d'Ivoire est parvenu à imprimer une dynamique par une légitimation des activités de monitoring et d'observation par la société civile ;
- o La Plateforme de Veille des Femmes et des Jeunes pour des Elections Apaisées et Crédibles en Côte d'Ivoire a su affirmer sa légitimité institutionnelle ;
- o La mise en œuvre du Programme d'accompagnement technique prodigué par le Goree Institute à l'endroit d'organisations de la société civile ivoirienne est un symbole de Collaboration Sud-Sud réussie ;
- o Le projet d'accompagnement électoral a influencé positivement la société civile ivoirienne et les institutions impliquées dans les élections ;
- o De par sa gestion professionnelle et appropriée, ses approches innovantes et appropriées au contexte, le projet d'accompagnement électoral a constitué un bon exemple de valeur ajoutée.

Activité 3.4 : Mission d'accompagnement électoral du Goree Institute au Burkina Faso

A la suite des différentes missions de contact effectuées au Burkina Faso ayant permis respectivement de mettre en place un réseau d'organisations de la société civile (RESOCEL) et d'interagir avec toutes les parties prenantes au processus électoral, le Goree Institute a pu, en partenariat avec le Réseau des organisations de la société civile pour une observation citoyenne des élections et l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie, mettre en œuvre un programme d'appui technique pour une observation des scrutins présidentiel et législatifs au Burkina Faso.

Dans le cadre de cette mission, l'Unité d'Assistance Electorale a pu :

- o Former et déployer 300 observateurs nationaux ;
- o Former 25 opérateurs de saisie et d'analyse de données électorales ;
- o Mettre en ligne un site web et animer une page Facebook ;
- o Optimiser un système d'alerte précoce et de réponse rapide par la mise en place d'une cellule de veille électoral ;
- o Mobiliser un Groupe de contact et de coordination pour une contribution à ce processus.



PROJET 4 : Recherche et Publication

Activité 4.1 : Publications

Parallèlement aux activités susmentionnées, quatre études ont été finalisées et sont disponibles :

- o Les « Actes du 4ème Symposium » sur « la stabilité démocratique: une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest » ;
- o Le « Rapport de synthèse des 4 Symposiums annuels du Goree Institute » ;
- o Le « Guide de l'Accompagnement électoral » ;
- o L'ouvrage « Etude comparée sur la violence électorale au Sénégal, au Togo et en Guinée » est aujourd'hui en cours d'impression.

Toutes ces études sont disponibles sur le site web du Goree Institute ainsi que dans son centre de documentation.

Activité 4.2 : Recherche sur « L'état de la démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest »

Suite au succès de l'étude précédente sur « L'état de la démocratie en Afrique de l'ouest », une nouvelle étude a démarré portant sur la même thématique et enrichi du volet Droits Humains. L'étude concerne les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, République de Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Niger, Sénégal, Sierra Léone, Togo. Cette étude fournira un état des lieux sur la démocratie et les droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest ainsi que des recommandations pour leur amélioration selon les spécificités nationales qui se dégagent.



Dans le cadre de cette recherche, un atelier de méthodologie regroupant plusieurs personnes ressources, sous la coordination du CERADD (Laboratoire représentant Afro baromètre au Sénégal) a été organisé, afin de discuter de la méthodologie à adopter. L'étude est en cours et sera mise très prochainement à disposition de la communauté scientifique, des partenaires, des organisations de la société civile, etc.

Résultats du programme

Les résultats atteints sont de divers ordres, tant du point de vue quantitatif que qualitatif :

- o 2 réseaux d'organisations de la société civile sont mis en place respectivement au Burkina Faso (Réseau des Organisations de la Société Civile pour une Observation Citoyenne des Elections (RESOCEL) et en Côte d'Ivoire (Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire) ;
- o 1000 acteurs de la société civile du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire ont été formés à la M-Observation, à l'observation classique, à l'analyse et au traitement des données électorales, etc. ;
- o 80 acteurs de la société civile ouest africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali, Niger, Sénégal) ont été mobilisés pour une mission d'observation internationale au Togo ;
- o 4 Publications ont été mises à la disposition des partenaires de l'Institut notamment dans les domaines de la démocratie, de la gouvernance, des élections, etc. ;
- o 5 missions de contacts ont été menées durant lesquelles toutes les parties prenantes aux processus électoraux en cours ont été rencontrées et sensibilisées aux activités ainsi qu'au positionnement du Goree Institute, tant dans le domaine des élections que la vision et la mission de l'Institut;
- o 2 ateliers respectivement de capitalisation et de méthodologie regroupant des techniciens, des spécialistes et des personnes ressources dans les domaines des élections et de la démocratie ont été organisés; ce qui conforte l'Institut dans sa position d'institution catalyseur, espace de rencontre et de mise en synergie.

D'un point de vue qualitatif :

- o La mission d'observation internationale du Goree Institute au Togo et le rôle central qu'il a joué dans le dialogue ayant abouti à un accord entre acteurs politiques notamment sur le mode de transfert des résultats électoraux lors de la présidentielle, placent l'Institut dans sa position digne d'organisation facilitatrice ;
- o Les résultats positifs engrangés dans les mises en réseaux d'organisations de la société civile ouest africaine confortent l'Institut dans son positionnement d'organisation intermédiaire qui va en se renforçant ;
- o Le recours aux TICs, grâce à qui toutes les activités de monitoring et d'observation sont effectuées, démontre à souhait la volonté de l'Institut de s'inscrire dans une dynamique d'innovation, d'adoption des outils modernes et leur intégration aux programmes et activités de monitoring mis en œuvre ;
- o Le positionnement de l'Institut en tant qu'organisation interface entre organisations de la société civile et partenaires techniques et financier se conforte de plus en plus grâce aux initiatives et activités d'accompagnement mise en œuvre ;
- o Les interventions, avec succès, au Togo, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire restent un symbole de continuité et également de reconnaissance de l'expertise du Goree Institute en tant que Centre du Savoir électoral. Elles participent également à légitimer l'Institut dans son positionnement d'institution dans l'Intervention ;



- o Le principe de Coopération Sud-Sud réussie reste un résultat probant grâce aux missions d'accompagnement effectuées et en même temps symbolise le concept d'autosuffisance et d'apprentissage par les pairs très cher au Goree Institute;
- o Enfin, les publications produites durant l'année confortent l'institut dans son positionnement d'institution panafricaine dont l'objectif est d'atteindre l'autosuffisance intellectuelle grâce à la production de documents scientifiques, crédibles, stratégiques ayant un impact sur le développement en Afrique et dans le reste du monde.

Le plan d'action annuel du programme démocratie, gouvernance et processus politiques, qui héberge en même temps l'Unité d'Assistance Electorale du Goree Institute a pu se réaliser, avec le support des différents départements de l'Institut, de personnes ressources et du millier des citoyens ouest africains mobilisés en tant qu'observateurs, moniteurs ou techniciens. D'un point de vue global, la plupart des activités planifiées ont pu être réalisées. S'y sont ajouté les sollicitations ponctuelles de toutes les missions d'accompagnement déroulées qui ont été réalisées. Ces différentes sollicitations marquent une forme de reconnaissance de l'utilité de l'expertise de l'Institut. Par ailleurs, la diversification des partenaires est une forme d'ouverture à beaucoup d'opportunités de collaboration. L'année 2016 verra la finalisation des chantiers ouverts dans le domaine de la recherche. Il s'agira également d'explorer les possibilités de certification des outils et du modèle d'accompagnement électoral de l'Institut. De même, plusieurs processus électoraux sont en perspective, des propositions de programmes d'accompagnement seront faites.

Enfin, le volet gouvernance sera renforcé par la mise en œuvre de programmes de recherche et d'action dans le domaine, même si, dans la pratique, la gouvernance est transversale et reste aujourd'hui, du fait même de la nature des activités de l'Institut, omniprésente. En effet, toutes les actions adressées aux processus électoraux peuvent être considérées comme une forme de monitoring de la gouvernance dans le domaine électoral.



C. IMAGINE AFRICA : ENCOURAGER LA CRÉATIVITÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

Peace by Force: Exposition Gravure « Plaidoyer pour la paix »

En 2013 et 2014, le programme culturel du Goree Institute a formé des artistes aux techniques de gravure à l'occasion de deux workshops, l'un sur le thème « Plaidoyer pour la Paix » et l'autre autour de la thématique « Femmes, gravures, Paix et Sécurité ». Ces formations ont donné suite à la production de deux portfolios venus enrichir la collection de gravures qui reflètent visuellement l'idée de la Paix en Afrique, déjà produites par l'Institut. L'exposition des deux derniers portfolios de l'Institut à la Galerie nationale d'art du Sénégal a été inaugurée le 20 avril, et s'est poursuivie jusqu'au 2 mai 2015.



Plus qu'une exposition, il s'est agi là d'un véritable évènement de plaidoyer autour des questions de paix, de sécurité et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Cette manifestation exprime clairement l'engagement de l'Institut en faveur de la créativité artistique comme ressource essentielle pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

L'Institut a ainsi pu encourager et améliorer les compétences existantes des participants, tandis que leur compréhension relative aux débats entourant la paix a été approfondie. Ces artistes ont ainsi eu l'opportunité d'adapter leur approche artistique au langage de la paix, dans le cadre d'un effort artistique mutuel visant à plaider en faveur de questions socio-économiques comme la pauvreté, la répression et la violence. Grâce à cette exposition, le Goree Institute souhaite contribuer à changer la perception des visiteurs, en leur permettant de voir le continent africain comme un continent ayant un grand potentiel et offrant de nombreuses possibilités.

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 5

III

TERAL : INSTRUMENT DE STABILITÉ FINANCIÈRE DU GOREE INSTITUTE





III

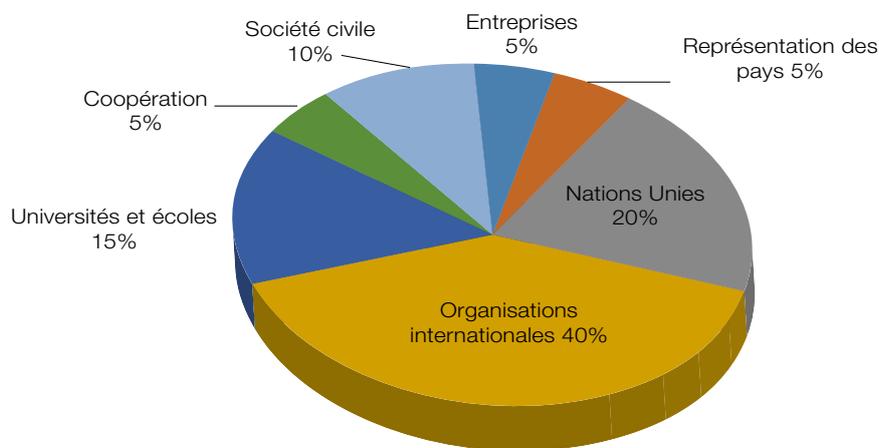
TERAL : Instrument de stabilité financière du Goree Institute

TERAL, créé en 1994, est un instrument d'autofinancement du Goree Institute par lequel il fait la promotion de sa vision d'une Afrique autosuffisante et effective. Le Département TERAL, grâce aux prestations qu'il fournit, participe à hauteur de 20 à 30% des charges de fonctionnement de l'Institut.

A travers une large gamme de services de conférence sur le plan national et international, TERAL offre un cadre idéal d'échanges et d'interaction en ciblant principalement les organisations internationales, la communauté des bailleurs, les chercheurs, les artistes, les hommes d'affaires, les économistes, les scientifiques, etc.

En donnant vie au Département TERAL, le Goree Institute s'est doté d'un instrument dont l'utilité en interne n'est plus à démontrer et qui reste en même temps à la disposition de l'extérieur.

Dans sa mission de facilitation de services de conférences, le Département TERAL a pu offrir ses services à plusieurs institutions et organisations au cours de 2015. A travers ses activités, TERAL contribue à la communication de Goree Institute et participe activement à cette stratégie en diversifiant son portefeuille de partenaires. On y retrouve des ambassades, des organisations du système des Nations Unies, des organisations internationales basées au Sénégal ou à l'étranger, des universités et bien d'autres institutions. Le graphique ci-dessous présente les différents types de partenaires ayant bénéficié des services de facilitation de conférence de TERAL au cours de l'année 2015.



Sur la base des services de facilitation de conférences réalisés au cours de l'année 2015 au profit des institutions et organisations partenaires du Goree Institute, le Département TERAL a contribué à hauteur de 20,77% au budget global de 2015. C'est dire que TERAL continue à contribuer au renforcement de la sécurité et de la stabilité financière de l'Institut. De même, la diversification du portefeuille des partenaires de l'Institut via le Département TERAL au-delà du continent Africain (Europe, Amérique et Asie) permet de renforcer les réseaux de partenariats de l'Institut Goree. Au titre de l'année 2015, TERAL a pu nouer de nouveaux partenariats notamment avec le bureau UNITAR de Hiroshima au Japon, Newfield, Art Collaborating, Urgent Action Fund, WACREN, ICVA, UNITAR, IFC et l'Université de Californie.

De même, à travers TERAL, l'Institut renforce ainsi sa dynamique de collaboration régionale et internationale permettant d'une part, une meilleure connaissance de sa mission et d'autre part de garantir l'autonomie scientifique et politique de l'Institut à travers la recherche de financements innovants.

TERAL se révèle ainsi être un acteur majeur de la politique de l'Institut autant dans les relations publiques que dans le mécanisme de générations de ressources propres.

IV

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL





IV

Renforcement institutionnel

1. Partenariat et réseautage

Au courant de l'année 2015, l'institut a renforcé ses partenariats aussi bien aux niveaux national, régional qu'international.

Sur le plan international, l'Institut a collaboré, avec succès, avec des organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Agence Suédoise de Coopération Internationale (Sida), l'Institut des Nations Unies pour la Formation (UNITAR)- Bureau d'Hiroshima, l'Institut Américain pour la Paix, la Fondation Ford. Ces collaborations l'ont été sous forme d'appui financier ou technique.

Dans la région et la sous-région africaine, l'Institut a raffermi ses liens avec la CEDEAO et l'Union Africaine, spécialement avec leur département d'Affaires Politiques et leur Unité d'assistance électorale. Les partenariats ont aussi inclus les organisations de la société civile sous régionales telles que la Plateforme de veille des jeunes et des femmes de Côte d'Ivoire, WANEP Sénégal et Bénin, le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO, le Conseil de l'Entente pour ne citer que ceux-là.

Au niveau national et sous régional encore, le Goree Institute a établi des partenariats solides avec les organisations de la société civile, les universités et les organes du Gouvernement en Guinée, Guinée Bissau, Mali, Togo, Benin, Côte d'Ivoire et Burkina Faso. L'Institut y a facilité la création de plateformes d'organisations de société civile pour des élections pacifiques et crédibles.

En termes de partenariat et réseautage, plusieurs activités ont été réalisées au cours de cette année 2015, des actions de lobbying ont été entreprises pour forger la visibilité de l'Institut et l'impact du travail accompli. Les partenariats et réseaux établis par l'Institut avec les institutions et organisations nationales, régionales et internationales ont permis de :

- Améliorer l'efficacité opérationnelle et la mise en œuvre des programmes ;
- Mobiliser des ressources additionnelles ;
- Faciliter l'accès à l'information ;
- Accéder au processus de prise de décisions et influencer les politiques par le plaidoyer, la facilitation et la médiation ;
- Bâtir de nouvelles compétences, expériences et ainsi contribuer à la pérennisation des acquis ;
- Mutualiser les ressources et harmoniser les stratégies d'intervention en adoptant une approche multi acteurs et inclusive.



2. Levée de fonds

Au courant de l'année 2015, à part Sida qui est le principal partenaire financier de l'Institut, des efforts considérables ont été faits en ce qui concerne la levée de fonds, particulièrement en termes d'assistance électorale et de prestations de services à travers le département TERAL.

Pour ce qui concerne SIDA, l'accord de coopération a été renouvelé à la suite de la réunion annuelle d'évaluation qui s'est tenue en mai 2015. Mis à part Sida, l'Institut a signé des accords de financement avec le « Conseil de l'entente » et le PNUD pour l'assistance électorale respectivement au Togo et en Côte d'Ivoire. TERAL a acquis de nouveaux partenariats avec des institutions tels qu'UNITAR et ICRC, qui fournissent au Goree Institute des ressources financières substantielles. En comparaison à l'année 2014, il y'a eu une augmentation de ressources mobilisées pour l'année 2015.

Il est certain que l'Institut doit continuer à diversifier son portfolio de bailleurs de fonds pour éviter la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de partenaires financiers. Pour cela, l'Institut compte davantage nouer des projets conjoints de partenariats avec des institutions solides et fiables mais aussi, booster considérablement l'instrument de stabilité financière de l'Institut (TERAL).

3. Développement des Ressources humaines

Deux membres du Goree Institute ont été sélectionnés pour prendre part à la formation financée par l'Agence Suédoise de Développement International (SIDA) sur la paix et la sécurité en Afrique connu sous le nom de PASA. Cette formation qui dure 18 mois est divisée en 5 phases : les phases 2 et 4 sont des visites d'étude en Suède pour 3 semaines puis en Afrique du Sud pour 2 semaines. Entre ces deux phases, un projet doit être développé par les participants, qui sont constamment suivis par des mentors. Pendant les voyages d'études, des personnalités de hauts niveaux sont venues donner des cours. Ces voyages ont été ponctués par des visites dans des sites historiques suivis de discussions.

La formation PASA, qui est sous le programme de formation international de SIDA est une formation très enrichissante qui permet aux acteurs et institutions dédiés à la consolidation de la paix basées sur le continent de se mettre en réseau et de travailler ensemble, ce qui leur permet de changer de perspectives et d'apprendre aussi à élaborer un projet. A la fin du programme, un diplôme de l'Université d'Uppsala, Accord, Indevlop et Sida est remis à tous les participants qui ont complété leurs projets avec succès.

Aussi dans le cadre du renforcement du personnel du département des programmes, l'Institut entend injecter du sang neuf par le recrutement au cours du premier trimestre de l'année 2016 d'une Chargée de programme Genre, Paix et Sécurité et d'un Chargé de Gestion des connaissances. Il s'agit pour l'Institut, d'une part de renforcer son positionnement dans le volet Paix et Sécurité par une meilleure prise en compte du Genre, et d'autre part de travailler à la capitalisation. La capitalisation de tous les outils peut être un point de départ vers la création d'un Centre d'excellence pour la formation, la recherche et le plaidoyer.



Perspectives

Au niveau du management :

- Renforcer la gouvernance institutionnelle de l'Institut en continuant à coopter de nouveaux membres du Conseil d'administration pour améliorer le fonctionnement et la structure de Goree Institute;
- Continuer d'améliorer le système de suivi et d'évaluation ;
- Intensifier sa stratégie de mobilisation des ressources ;
- Mettre en œuvre le Programme d'actions 2016-2018.

Au niveau des programmes :

Il s'agira pour l'Institut au cours de l'année 2016 de procéder au recrutement de staff programme additionnel afin d'accélérer le processus de mise en œuvre des programmes et de conceptualiser des stratégies pour la mobilisation de ressources additionnelles vues les demandes externes adressées à l'Institut par ses partenaires de mise en œuvre en Afrique de l'Ouest.

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 5

V

CONSEIL D'ADMINISTRATION





IV

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni les 26 et 27 novembre 2015 sur l'île de Gorée. Après une revue des activités déroulées de janvier à novembre 2015, les membres du Conseil ont discuté du plan d'action ainsi que du budget 2016 avant de les adopter à l'unanimité. Il s'est également agi pour la réunion du Conseil d'administration d'adopter le nouveau programme d'actions 2016-2018.

Andy Wynne

Angleterre
Public Sector
Financial Management Specialist
International Auditor



**Ambassadeur
Saïdou Nourou Ba**

Sénégal

Consultant en Coopération
et Relations Intertionales

Ayo Obe

Nigeria

Avocate, militante pour les Droits de l'homme
et la Démocratie, Chroniqueuse



Rafaël Marques de Morais

Angola

Journaliste, Reagan-Fascell Democracy Fellow, Forum
international pour les études démocratiques, National
Endowment for Democracy



**Lucy Mutumba
Muiyoyeta,**

Zambie,
Sociologue, Ancienne
Présidente de l'APRM

Breyten Breytenbach

Afrique du Sud

Conseiller spécial en charge
des projets spéciaux et plaidoyer



Michael Savage

Afrique du Sud,

Professeur émérite au Département
de sociologie à l'Université
de Cape Town

R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 5

VI

ETATS FINANCIERS





1. Rapport financier combiné 2015

État des recettes et des dépenses

Période de Reporting : de janvier 2015 à décembre 2015

Monnaie : FCFA

Taux de change : 1 Euro = 655,957 FCFA

ÉTAT DES DÉPENSES						
						Montant
1	Salaires					189 845 628 F
2	Maintenance					12 059 763 F
3	Utilitaires					19 800 252 F
4	Administration					41 752 832 F
5	Gouvernance					15 530 377 F
6	Equipement					3 995 749 F
7	Activités Programmes and TERAL					579 379 110 F
Total						862 363 711 F

Fonds Reçus						1 267 786 381 F
1	Fonds reçus et revenus					1 115 338 750 F
	SIDA 2012					460 223 682
	UNION EUROPEENNE 2012-2013					30 731 789 F
	PNUD CONGO 2014					20 470 200 F
	CONSEIL DE L'ENTENTE					309 879 494 F
	PNUD COTE D'IVOIRE					50 112 300 F
	ONG3D/USAID 2014					12 163 532 F
	TERAL					231 757 753 F
2	Balance de départ (01/01/2015)					152 447 631 F
Balance au 12/31/2015						405 422 670 F